

PALESTINE
**L'ALGÉRIE APPELLE
À UNE RÉUNION
D'URGENCE DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



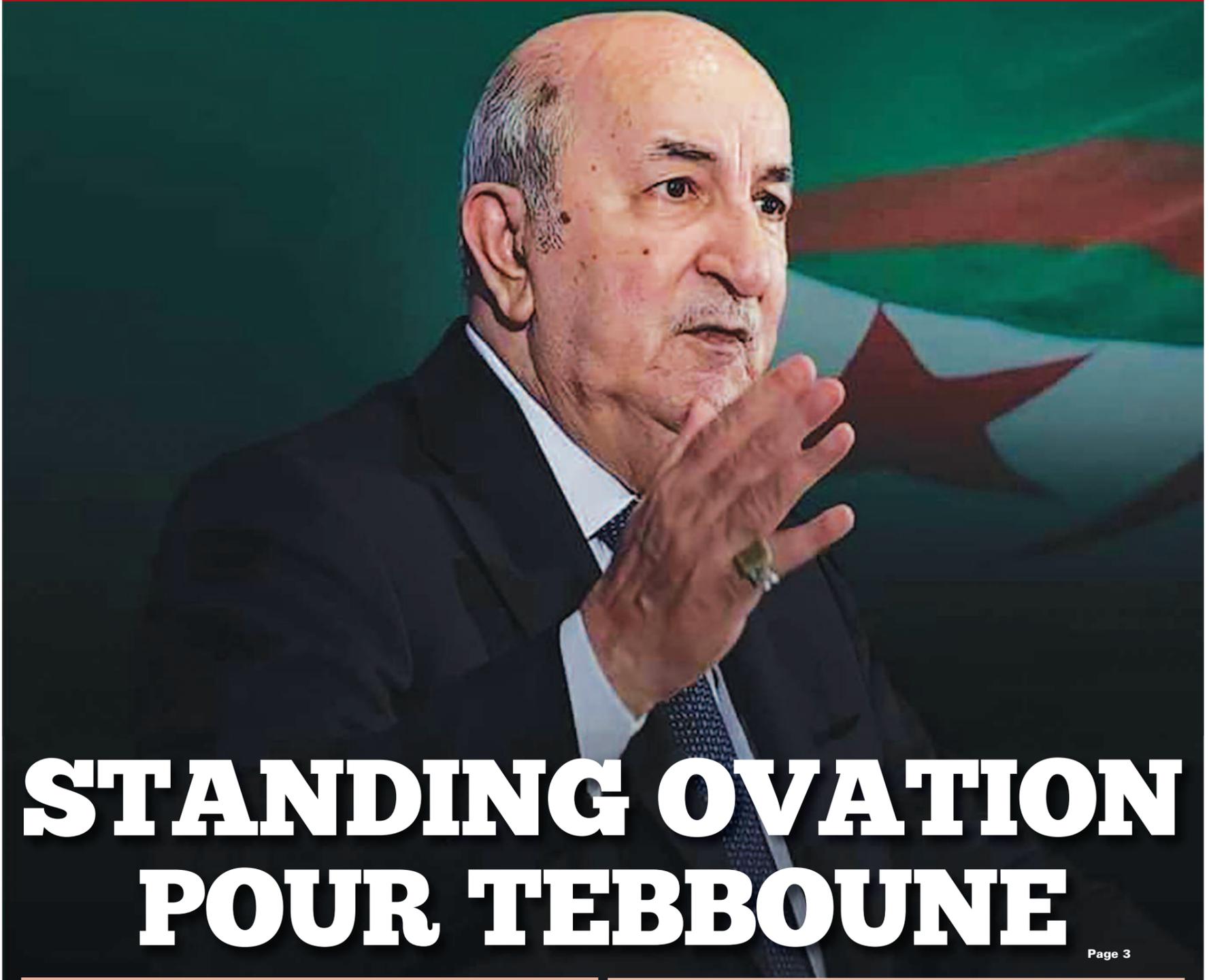
L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 5093 | Mercredi 4 septembre 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

IL A ANIMÉ UN MEETING À LA COUPOLE DU COMPLEXE MOHAMED BOUDIAF



STANDING OVATION POUR TEBBOUNE

Page 3

À LA SALLE HARCHA



**CHERIF HASSANI APPELLE
À PRÉSERVER LA PATRIE**

Page 3

À LA SALLE ATLAS



**YUCEF AOUCHICHE
RÉITÈRE SON ENGAGEMENT**

Page 3

L'ULTIME RENDEZ-VOUS D'ALGER

Les 3 candidats clôturent en apothéose

Pour le dernier round de la campagne électorale, les candidats ont choisi la capitale pour leurs meetings populaires. Chacun tentera dans son ultime discours de convaincre les électeurs à une participation massive où l'enjeu de la stabilité politique et institutionnelle est d'une importance cruciale dans la nouvelle Algérie.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

L'équipe du Président candidat est en effervescence. Le staff de la direction de la campagne mobilise ses troupes dont des experts, membres de la société civile, des artistes et personnalités politiques bien en vue.

Une rencontre qui s'est déroulée au QG de Ben Aknoute a mis en branle les dernières



retouches pour le discours de Tebboune à la Coupole du 5 juillet. Fort attendu à la capitale, le président-candidat jouit d'une aura de popularité sans précédent.

De par ses réalisations durant le premier mandat où il a avoué « les difficultés de cette période » notamment avec la situation économique au plus bas et la crise du Covid 19, le candidat indépendant a rapidement opté vers une réforme profonde de certains secteurs économiques et a décidé d'augmenter les salaires à de larges catégories socio-professionnelles.

Selon un membre de la direction de la campagne à Alger « c'est le grand jour et s'attend à des milliers de participants et nous avons aménagé un grand chapiteau avec un grand écran pour ceux qui ne peuvent pas accéder à la salle ».

Les autres candidats ne sont pas en reste puisque chacun a choisi le lieu selon sa valeur symbolique. Youcef Aouchiche a opté délibérément à la salle Atlas, lieu mythique qui a abrité des festivités populaires comme le PANAf de 1969 et des réunions politiques durant l'ère de feu Boumediene. Le candidat du FFS met en évidence le rôle clé de son feu président Hocine Aït Ahmed qui a sa toujours sa côte de popularité à Alger. Le candidat du

FFS a réitéré que « ce scrutin est décisif et la balle est dans le camp des électeurs appelés à se rendre en force aux urnes ».

Tebboune à la conquête d'Alger

La capitale a toujours sa part d'être charmée durant les périodes électorales. C'est le creuset des luttes politiques diverses, siège des institutions du pays et ville méditerranéenne à l'histoire riche et complexe durant les millénaires. C'est dans ce registre que les candidats à l'élection du 7 septembre ont tenté durant leurs meetings de faire valoir les atouts de leurs programmes. Pour Tebboune, c'est la ville qui aura à profiter des projets d'ordre socio-économique avec une priorité pour les jeunes. Le commerce, l'agriculture et les transports constituent ainsi les 3 axes de ses engagements envers la capitale. Le président candidat mise également sur la modernisation du tissu urbain de la capitale et la restauration de son vieux bâti dont les premières opérations ont enregistré un certain succès.

Abdelmadjid Tebboune ne cache pas son intérêt de voir cette ville plus salubre, dotée des commodités pour une vie agréable et effervescente sur le plan cul-

tuel. Pour Aouchiche et Hassani, leurs programmes sont d'ordre général et ne s'appuient pas sur des projets concrets pour la ville d'Alger. Tous ce qu'ils attendent, c'est une quête possible des électeurs en leur faveur pour ne pas laisser le vide ou du moins obtenir des scores de participation significatifs.

Le boycott n'existe plus selon Hassani

A son corps défendant, le candidat du MSP Chérif Hassani mise sur un discours clé dans la salle Harcha par laquelle feu Nahnah est passé à plusieurs reprises. Malgré quelques couacs dans ses discours, Hassani tente de se rattraper en niant avec force l'existence d'une campagne de boycott de cette élection.

« Le camp du boycott n'existe plus en Algérie. Ceux qui ont appelé à l'abstention, ont compris qu'il n'y a aucun parti, organisme ou personnalité qui ont fait allusion ». Selon lui « toute abstention est un coup porté à la stabilité du pays ». C'est à juste titre ce que soutiennent les autres candidats qui mettent en évidence le rapport étroit entre cette élection et la stabilité politique du pays.

F. A.

À L'OUEST DU PAYS

Toutes les conditions réunies

Les délégations de wilayas de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) de l'Ouest du pays ont achevé les procédures de préparation pour le déroulement de l'élection présidentielle du 7 septembre, a-t-on appris hier des coordinateurs de ces délégations.

Dans la wilaya d'Oran, la délégation de wilaya de l'ANIE a apporté les dernières retouches pour l'accueil de 1 million et 41.000 électeurs au niveau de 296 centres de vote renfermant 2.444 bureaux supervisés par 18.885 encadreurs ayant bénéficié d'une formation sur les différentes étapes de l'opération électorale. Dans la wilaya de Mascara, le nombre des électeurs a atteint 577.133, dont 8.937 nouveaux inscrits, alors que le nombre de centres de vote est de 325, disposant de 1.553 bureaux.

Le nombre d'inscrits sur les listes électorales de la wilaya de Saïda a atteint 247.000 électeurs répartis sur 135 centres et 628 bureaux de vote, le tout encadré par 5.050 agents. La délégation de wilaya de l'ANIE de Tlemcen a réservé 412 centres de vote et 2.019 bureaux répartis sur les 53 communes de la wilaya pour l'accueil de 746.874 électeurs supervisés par 16.193 encadreurs. Dans la wilaya de Mostaganem, le nombre d'inscrits sur les listes électorales en prévision de l'élection présidentielle a atteint 491.090 électeurs, qui devront accomplir leur devoir dans 338 centres et 1.338 bureaux de vote, alors que dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, le nombre de centres est de 184 et 1.088 pour les bureaux. Quant à la wilaya de Tissemsilt, le nombre d'électeurs a atteint 177.556 répartis sur 149 centres de vote et 522 bureaux. Dans la wilaya d'El-Bayadh, 118 centres et 508 bureaux de vote sont réservés, à travers les différentes communes, pour l'accueil de 193.000 inscrits sur les listes électorales, encadrés par 4.100 superviseurs. La délégation de wilaya de l'ANIE de Naâma a recensé pour sa part 176.248 inscrits sur les listes électorales répartis sur 78 centres et 420 bureaux de vote, dont 9 bureaux itinérants, encadrés par 3.486 agents.

R. N.

CARAVANES DE BUREAUX ITINÉRANTS

Départ vers les zones éparses de Djanet et Tindouf

PAR RANIA NAILI

Des caravanes de bureaux de vote itinérants ont pris le départ hier mardi vers les zones éparses et enclavées des wilayas de Djanet et Tindouf, pour permettre aux électeurs de ces régions d'accomplir leur devoir électoral, avancé de 72 heures réglementairement pour la présidentielle du 7 septembre, a-t-on constaté. Une caravane de neuf bureaux itinérants s'est ébranlée de Djanet pour sillonner les zones enclavées de Tinelkoug, Tadenet, Anhef, Ahederdjine, Tourest, Tasset, Tabkat, Irikène, Didder et Tini, situées sur le territoire des communes de Bordj El-Haouès et Djanet, et être au rendez-vous mercredi avec les 16.000 électeurs portés sur les listes. Toutes les conditions, humaines et matérielles, ont été réunies pour assurer le bon déroulement de l'opération électorale au niveau de ces bureaux, dont la mobilisation de 45 véhicules tout-terrain équipés en moyens nécessaires et de 63 encadreurs, en plus

des éléments de corps de sécurité et de santé accompagnant la caravane, a affirmé à l'APS le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Laid Laïka. Pour assurer le bon déroulement et encadrement de l'opération électorale, le même responsable a fait part de l'organisation de rencontres régionales de formation au profit des encadreurs des bureaux de vote itinérants sur les différentes phases de l'opération électorale. Le fichier électoral de la wilaya de Djanet est composé de 33.649 électeurs et électrices répartis sur 13 centres de vote coiffant 61 bureaux de vote, dont neuf itinérants. Dans la wilaya de Tindouf, la caravane, composée de onze bureaux itinérants, a pris son départ mardi à la rencontre des électeurs des zones éparses et nomades pour leur permettre de s'acquitter de leur devoir civique et choisir leur candidat à la présidentielle. Ces bureaux, dont le départ a été donné en présence des représentants de la délégation de l'ANIE, devront sillonner le

territoire des communes de Tindouf et d'Oum-Laâssel à la rencontre des électeurs des zones enclavées, a indiqué le coordinateur de wilaya de l'ANIE, Mebarek Seddiki. La caravane du premier bureau itinérant avait pris le départ lundi depuis la commune de Tindouf vers les zones enclavées d'El-Kehal et Chenachène pour permettre aux électeurs de ces régions (distantes de plus de 550 km de Tindouf), de choisir leur candidat. Le fichier électoral de la wilaya de Tindouf compte 113.558 électeurs et électrices répartis sur 27 centres électoraux, dont 22 dans la commune de Tindouf, chapeautant 177 bureaux, et cinq dans celle d'Oum-Laâssel coiffant 22 bureaux de vote, selon les données fournies par la délégation locale de l'ANIE. La même source a fait part, au volet des préparatifs de l'opération, de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires pour le bon déroulement du scrutin, en présence d'observateurs et représentants des trois candidats.

R. N.

IL A ANIMÉ UN MEETING À LA COUPOLE DU COMPLEXE MOHAMED BOUDIAF

Standing ovation pour Tebboune

Dans une salle archicomble, le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 7 septembre, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, hier, lors de son dernier meeting organisé à la Coupole du complexe Mohamed Boudiaf, à Alger, à ce que « l'Algérie ne vivra plus jamais ce qu'elle a vécu en 2019, soulignant que la situation a changé dans le pays ».

PAR KAHINA HAMMOUDI

En effet, M. Tebboune a révélé que « l'Algérie faisait l'objet d'un grave complot, avec une bande qui collabore avec l'ennemi ».

« L'Algérie est un pays de richesses, de ressources et de jeunesse. Nous ne sommes pas un pays qui affame son peuple pour le suivre », a souligné M. Tebboune. Par ailleurs, M. Tebboune a rappelé les principaux thèmes de son programme présidentiel, déclarant qu'« aujourd'hui, nous avons restauré la dignité du citoyen, nous avons donné à chacun son droit et nous continuerons à augmenter les salaires et à relever l'allocation de chômage durant le prochain mandat, outre la création de 450 000 emplois », révélant qu'il avait l'intention « de renforcer la production nationale, de poursuivre les augmentations de salaires et d'augmenter la valeur du dinar », non sans préciser que « toutes les institutions financières internationales ont placé notre économie au troisième rang en Afrique (...) Avec la solidarité des Algériens, si Dieu le veut, notre revenu national atteindra 400 milliards de dollars et nous travaillerons à maintenir le taux de croissance à 4 % car notre objectif pour le prochain mandat est de réaliser 20 000 projets d'investissement ».

Sur le plan agricole, M. Tebboune a souligné qu'il a donné aux agriculteurs tout ce dont ils ont besoin pour ne pas importer « un seul gramme » de blé dur, d'orge et de maïs, afin de parvenir à l'au-



tosuffisance. Sur un autre registre, M. Tebboune s'est engagé « à revoir de fond en comble le secteur de l'éducation » et s'est engagé « à revoir la valeur de la bourse universitaire pour les étudiants, l'allègement du poids du cartable, l'encouragement des étudiants à accéder aux écoles supérieures d'informatique et de cybersécurité, et la promotion de l'utilisation des tableaux numériques dans les établissements scolaires. »

Dans un autre contexte, concernant l'approvisionnement en eau potable, M. Tebboune a indiqué que « la capitale sera débarrassée du cauchemar de l'eau, avec la construction de cinq stations de dessalement de l'eau de mer, et nous assurerons l'approvisionnement en eau dans toutes les régions du pays. »

En outre, M. Tebboune, s'est engagé à initier un redécoupage administratif. « Nous allons entamer un redécoupage administratif, il y a un découpage injuste des wilayas que nous allons modifier selon les circonstances, et je vais revoir la loi des assemblées locales », a-t-il dit, notant que « le nouveau recensement de la population nécessite de nouvelles lois et une perspective d'avenir ». Sur le plan international, M. Tebboune a réitéré son soutien à la création de l'État de Palestine avec

Al-Qods comme capitale, et à la reconstruction de Ghaza. À cet égard, il a déclaré que « le massacre et la destruction à Ghaza sont inacceptables, et je n'abandonnerai pas la Palestine quoi qu'il arrive », non sans insister sur « la nécessité de permettre au peuple sahraoui de décider de son destin en organisant un référendum », réaffirmant que la diplomatie algérienne a retrouvé sa force parmi les nations, non sans mettre en avant l'engagement de l'Algérie à réviser les lois régissant la Ligue arabe. Du reste, M. Tebboune a estimé que « la formation de l'Armée nationale populaire (ANP) est aujourd'hui un modèle de modernité et de professionnalisme », sachant que cette force, essentielle à la sécurité nationale, bénéficie de programmes d'entraînement rigoureux et de technologies de pointe, garantissant ainsi une défense solide face à toute menace, tout en s'engageant « à continuer de renforcer les capacités de l'ANP, afin de répondre aux défis actuels et futurs ». Pour le candidat indépendant, l'Algérie puise sa force dans l'unité de son peuple et la robustesse de son armée. Cette symbiose entre le peuple et l'ANP constitue un rempart indéfectible contre toutes tentatives de déstabilisation.

K. H.

Abdelaâli Cherif Hassani appelle à préserver la patrie et sa souveraineté



Abdelaali Cherif Hassani a choisi pour son dernier meeting, la salle Harcha, qui avait vu défiler bien des candidats lors des précédentes présidentielles, notamment celle de 1995 à laquelle participait le fondateur du MSP, Mahfoudh Nahnah, ou encore en 2004. Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre prochain, a d'emblée « remercié » tous ceux et celles l'ayant accueillis durant les 20 jours qu'aura duré la campagne électorale assurant encore une fois que son projet politique visait à « servir la patrie, à préserver sa souveraineté et à réaliser le développement ». Il a également affirmé, à cette occasion, que son programme électoral « se veut un projet national unificateur à même de préserver la patrie et sa souveraineté, la cohésion sociale et les valeurs et libertés », un projet, poursuit-il proposant « les solutions idoines aux préoccupations des citoyens en vue de réaliser un développement global ».

Le dernier rassemblement du candidat du MSP se voulait également une occasion de mettre en exergue les grands axes du programme électoral de ladite formation politique.

Il s'agit notamment de la réforme fiscale, l'adoption de programmes spécifiques pour la protection et la sensibilisation des jeunes à la responsabilité qui leur incombe dans l'édification et la défense de la patrie, la création des emplois et la promotion de l'investissement dans différents domaines en fonction des besoins de chaque région.

Abdelaali Cherif Hassani a par la même occasion réitéré son appel aux citoyens à voter en sa faveur le 7 septembre afin de lui permettre de concrétiser son programme électoral.

Rayan Nassim

Youcef Aouchiche réitère son engagement



PAR RACIM NIDHAL

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à l'élection présidentielle du 7 septembre, Youcef Aouchiche, a affirmé, au dernier jour de la campagne électorale, que « le peuple algérien l'a accueilli dans toutes les régions qu'il a visitées durant la campagne électorale », soulignant que « le mensonge selon lequel les Algériens ne

s'intéressent pas à la politique est infondé ».

Lors d'un rassemblement populaire à la salle Atlas de la capitale, M. Aouchiche a réitéré son engagement à mettre en œuvre tout ce qu'il a promis dans son programme présidentiel.

Dans son discours, Youcef Aouchiche a tenté de séduire l'électorat de la capitale, affirmant qu'il s'adressait à eux avec un cœur sincère et un discours franc. Il a mis en avant une vision d'une Algérie résiliente, forte, et prospère, où la dignité de chaque citoyen est garantie. Malgré les défis rencontrés, il a insisté sur la nécessité de préserver l'État national et de renforcer sa souveraineté, son unité et sa cohésion.

« Je m'adresse à vous avec une grande sincérité. Je m'adresse à vous avec un cœur sincère et un discours franc pour une Algérie inébranlable, forte, heureuse et prospère qui garantit la dignité à tous ses fils et filles, et malgré les difficultés, nous avons relevé le défi de contribuer à

la préservation de l'État national et au renforcement de sa souveraineté, de son unité et de son homogénéité », a souligné M. Aouchiche.

« Aujourd'hui, nous nous présentons devant vous, alors que la campagne pour convaincre les Algériens de nos engagements touche à sa fin, pour souligner que les engagements que nous avons pris devant vous sont les engagements d'un militant qui ne sait pas reculer », a-t-il ajouté. « Tout au long des 21 jours de notre campagne, nous n'avons fait qu'accroître notre détermination à vous accompagner pour faire avancer notre pays et lui donner tous les moyens de développement, de prospérité, selon un discours franc et objectif sans clownerie ni folklore », a-t-il dit. A la fin de son discours, M. Aouchiche a appelé le peuple algérien à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre prochain pour contribuer à la réussite de l'élection présidentielle et à voter pour son programme « Vision ».

R. N.

FRANCFORT, TUNISIE, TURQUIE, ITALIE, ESPAGNE...

Forte affluence de la diaspora algérienne

Les membres de la communauté nationale établie en à l'étranger ont continué, pour le deuxième jour consécutif, de voter pour choisir un des trois candidats à la présidentielle du 7 septembre, au niveau des bureaux dans plusieurs pays. L'opération de vote ayant débuté lundi, se poursuivra jusqu'à samedi prochain. Toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires pour la réussite de cette opération, ont été mobilisées.

PAR ROSA CHAOU

Les électeurs parmi les membres de la communauté nationale établie à Ankara, ont accompli leur devoir électoral dans des conditions normales, sous la supervision et la surveillance des représentants de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Le corps électoral relevant de la province d'Ankara compte environ 100 inscrits au niveau des services de l'ambassade dont la majorité contribue activement à l'activité économique du pays de résidence, sans toutefois couper les liens avec la mère patrie.

L'ambassadeur d'Algérie à Ankara, Ammar Belani a appelé les membres de la communauté nationale établie en Turquie lors des différentes rencontres organisées, à se rendre massivement aux urnes pour voter, leur rappelant que « l'Algérie est parmi les Etats qui permettent la participation de leur diaspora aux échéances électorales présidentielle et parlementaire, étant partie intégrante du tissu social algérien ».

Dans la circonscription électorale de Francfort (Allemagne) le vote pour la Présidentielle du 7 septembre s'est poursuivi hier dans de « bonnes conditions » avec une affluence en hausse au niveau des cinq bureaux de vote et un pic attendu pour vendredi et samedi, selon le consul général d'Algérie à Francfort.

Dans une déclaration à l'APS, M. Farid Benoudina a précisé que l'affluence des électeurs au niveau des bureaux de vote de Francfort, Bonn, Stuttgart, Munich et Hanovre, au deuxième jour du scrutin, « est en constante hausse », s'attendant à un pic vendredi et samedi. A noter que la circonscription électorale de Francfort compte 11.890 électeurs.

Soulignant que la sensibilisation de la communauté algérienne en Allemagne à l'importance de l'accomplissement du devoir électoral avait commencé immédiatement après la convocation du corps électoral par le président de la République, le consul général a précisé que, dans ce cadre, « 300 jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans ont été contactés directement pour être sensibilisés à l'importance de l'inscription sur les listes électorales », car, a-t-il dit, « beaucoup d'électeurs ignorent que l'inscription sur les listes électorales n'est pas automatique ».

Il a, à cet égard, fait savoir que l'Autorité nationale indépendante des élections



(ANIE) avait autorisé les représentations diplomatiques algériennes à l'étranger à permettre aux citoyens de déposer leurs demandes d'inscription sur les listes électorales tout au long de l'année en prévision de leur intégration lors des révisions périodiques et exceptionnelles de ces listes. Il a, par ailleurs, rappelé que les autorités allemandes avaient approuvé, pour la première fois, l'ouverture de bureaux de vote en dehors des représentations diplomatiques de l'Algérie. Une mesure qui facilite l'opération pour les électeurs, qui n'ont pas à parcourir de longues distances pour pouvoir voter, s'est-il réjoui.

Affluence remarquable de la femme algérienne

L'opération de vote a enregistré hier au centre de vote d'Alicante (Espagne) une affluence remarquable des femmes algériennes de la communauté nationale, qui ont tenu à participer à cette échéance électorale et à accomplir leur devoir civique, a indiqué hier le Consul d'Algérie à Alicante, Djamel Benkerourou. Dans une déclaration à l'APS, M. Benkerourou a relevé que le scrutin dans les sept bureaux de vote de la province d'Alicante a connu une affluence « croissante » de femmes, au cours des deux premiers jours des élections, où une forte affluence de la femme algérienne a été constatée dès les premières heures de l'ouverture des bureaux de vote, malgré le temps parfois pluvieux ayant marqué ce début de vote.

Dans ce contexte, la Secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) en Espagne, Nadia Ziane Beroudja, a souligné cette « large adhésion » des femmes algériennes au scrutin présidentiel, notant que les campagnes de sensibilisation et les rencontres de proximité organisées par son organisation dans différentes provinces d'Espagne, visant à faire prendre conscience de l'importance de cette consultation populaire dans l'édification de l'Algérie et dans la préservation de sa stabilité et de son progrès dans divers domaines, a « contribué à renforcer la participation des femmes aux élections, prouvant ainsi leur sens du patriotisme et leur fierté d'appartenance à leur mère patrie ».

Pour sa part, la militante associative à Alicante, Linda Amar Khodja, a mis l'accent sur l'importance des campagnes de sensibilisation ayant ciblé les membres de la communauté nationale établie en Espagne, en vue de leur rappeler l'importance de ce rendez vous électoral, où des sorties ont été organisées à travers différentes provinces, en collaboration avec l'Ambassade et les consulats d'Algérie en Espagne en vue de cibler le plus grand nombre de citoyens émigrés.

Elle a, dans ce cadre, indiqué que l'opération a donné des résultats « très satisfaisants », les premiers jours du scrutin, affirmant s'attendre à une « hausse » du taux de participation, dans les prochains jours du scrutin, qui s'achèvera le 7 septembre.

L'avocate et membre de l'Organisation diplomatique internationale en Espagne, Hind Salhi, a insisté, pour sa part, sur « l'importance d'être unis et de faire entendre notre voix à travers les urnes pour continuer le chemin vers la stabilité et le développement, et assurer au monde que la femme algérienne fait partie intégrante de ce pays », rappelant que « les voix de la communauté nationale sont un legs et leur vote est un message selon lequel ils sont avec la Nation en toutes circonstances ». Me Salhi a, en outre, soutenu que l'acte de voter est en soi une « expression d'amour » pour la patrie, appelant à « une large participation aux élections pour renforcer notre rôle dans l'édification de l'Algérie et la préservation de sa stabilité et de sa prospérité ».

Les membres de la communauté nationale en Tunisie ont continué d'affluer fortement aux trois centres de vote afin d'exprimer leurs voix pour la Présidentielle du 7 septembre.

Dans une déclaration à l'APS, le Consul d'Algérie à El-Kef, Mustapha Boudib, a mis en avant, mardi au 2e jour du vote, la « forte affluence » des membres de la communauté nationale aux bureaux de vote. Affirmant que « l'opération se déroule dans de bonnes conditions », le Consul a relevé la « forte réactivité des citoyens pour l'accomplissement du devoir électoral ».

« Nous prévoyons une affluence plus forte dans les prochains jours du scrutin qui se poursuivra jusqu'au 7 septembre 2024 », a-t-il assuré.

De son côté, le délégué de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Nasreddine Dakhli, a mis l'accent sur l'affluence considérable de la communauté nationale en Tunisie aux trois centres, prévoyant « un fort afflux aux bureaux de vote après les heures de travail ».

Il a, également, indiqué que la communauté « est profondément consciente de l'importance de cette échéance présidentielle quant au renforcement du processus électoral et à la consolidation de la démocratie à travers une participation populaire massive ».

De « bonnes conditions »

L'opération de vote de la communauté nationale établie en Italie, s'est poursuivie hier, dans de « bonnes conditions », au deuxième jour consécutif du scrutin de la Présidentielle du 7 septembre, avec une participation croissante enregistrée à la mi-journée au niveau des centres électoraux couvrant le territoire italien.

Le corps électoral de la communauté nationale établie en Italie compte 6737 inscrits, répartis sur vingt régions.

Contacté par l'APS, le consul général d'Algérie à Naples (Sud), Chawki Chemam, a souligné que le deuxième jour du scrutin enregistre une participation croissante, notant que le premier jour avait connu une bonne organisation et une affluence des membres de la communauté nationale établis dans le sud de l'Italie aux 5 bureaux consacrés à cette opération.

« Le consulat général a mobilisé tous les moyens nécessaires pour garantir le bon déroulement de l'opération électorale et permettre aux électeurs d'accomplir leur devoir dans de bonnes conditions, à la faveur de la bonne répartition des bureaux de vote pour faciliter l'opération », a-t-il dit. Et d'ajouter que « le scrutin se déroule conformément à toutes les procédures et règles à même de garantir l'intégrité et la transparence de l'opération électorale », et ce sous la supervision du coordinateur de l'ANIE de la 5e zone, M. Ali Khettal. Au nord de l'Italie, le consul général à Milan a indiqué que le premier jour du vote a été marqué par une participation satisfaisante, avec un intérêt croissant de la communauté de se rendre aux bureaux de vote, même depuis des régions relativement lointaines.

Les bureaux de vote en Italie avaient ouvert leurs portes, lundi, pour le scrutin de la Présidentielle devant se poursuivre jusqu'à samedi 7 septembre à 20h00.

En Espagne, même son de cloche, l'opération de vote s'est également déroulé dans de bonnes conditions organisationnelles et dans une ambiance « plutôt positive », a déclaré hier l'Ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Abdelfettah Daghmoum.

Dans une déclaration à l'APS, M. Daghmoum a indiqué que les bureaux de vote de plusieurs provinces d'Espagne, que ce soit dans ceux où le scrutin a débuté lundi, ou dans ceux où l'opération a débuté mardi, ont enregistré une affluence « croissante » des membres de la communauté nationale résidant en Espagne. Il a rappelé que l'ambassade d'Algérie à Madrid a pris toutes ses dispositions et mobilisé l'ensemble de ses ressources humaines et capacités logistiques pour assurer le bon déroulement du processus électoral et ce, en collaboration avec l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

R. C.

PALESTINE

L'Algérie appelle à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

L'Algérie a appelé, lundi, à la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour discuter des récents développements en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Cette initiative fait suite à l'escalade des raids des forces d'occupation sionistes en Cisjordanie et à la poursuite des violences à l'encontre des populations de Ghaza, en coordination avec la mission de l'État de Palestine auprès des Nations unies à New York. Prévus avant la fin de la semaine par la présidence slovène du Conseil de sécurité, cette réunion intervient alors que la campagne sécuritaire brutale contre la Cisjordanie a causé la mort de près de 700 civils depuis octobre dernier, dont plus de 150 enfants. Les infrastructures ont également subi des dommages estimés à des millions de dollars, tandis que les crimes des forces d'occupation à Gaza ont porté le bilan des martyrs à près de 41 000 morts. Cette réunion vise à permettre aux membres du Conseil de sécurité de réaffirmer

leur soutien à un cessez-le-feu immédiat à Ghaza et de réitérer leur engagement envers la solution à deux États, considérée comme la seule voie vers une paix juste et durable au Proche-Orient. Les membres du Conseil doivent également rejeter les politiques des autorités d'occupation sionistes qui sapent les espoirs d'un État palestinien et ignorent les droits historiques du peuple palestinien.

L'OLP réaffirme sa priorité de lutter contre l'occupation

Le Comité exécutif (CE) de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a réaffirmé, lors d'une réunion tenue lundi dernier à Ramallah, sa priorité de faire face à l'occupation sioniste ainsi qu'au génocide et au nettoyage ethnique en cours contre le peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza, a rapporté mardi l'agence de presse palestinienne Wafa. Le CE de l'OLP, qui a souligné la nécessité de «renforcer l'unité nationale», a condamné l'escalade des agressions, des incursions et des blocus sionistes en Cisjordanie, y compris à El Qods occupée, dans le cadre d'une campagne sioniste plus vaste qui s'intègre au génocide en cours dans la bande de Ghaza. Selon lui, ces agressions visent «à ter-

roriser la population palestinienne et à nier ses droits nationaux légitimes, notamment le droit à un État indépendant et le droit au retour des réfugiés».

Tentatives délibérées des sionistes de déplacer le peuple palestinien

Dénonçant les tentatives délibérées des sionistes de déplacer le peuple palestinien, et d'imposer une réalité de nettoyage ethnique sur son territoire usurpé, le Comité exécutif de l'OLP estime que «de tels projets seront contrecarrés par la résilience, l'unité et la détermination du peuple palestinien à ester sur sa terre et dans sa résistance unifiée contre l'occupation sioniste».

«Le peuple palestinien va inévitablement vaincre les tentatives visant à saper sa cause nationale et les plans de déplacement, à la fois à Ghaza et en Cisjordanie, y compris à Al Qods occupée», ajoute Wafa, selon laquelle le CE de l'OLP a «décidé de se mobiliser sur tous les fronts pour faire face aux plans de l'occupation et à l'agression sioniste qui se poursuit contre le peuple palestinien».

Il a lancé un appel à une action internationale urgente, notamment avec les pays arabes et musulmans, affirmant que le peuple palestinien restera «uni, résilient et déterminé dans sa lutte contre

l'occupation sioniste et la violence des colons sionistes, quel qu'en soit le prix», indique encore Wafa.

Al Sheikh discute avec un responsable américain

Le secrétaire du Comité exécutif de l'OLP, Hussein Al Sheikh, a discuté, mardi, avec le chef du Bureau américain des affaires palestiniennes, Hans Wexler, des derniers développements liés à la poursuite de la guerre sanglante dans la bande de Ghaza, aux mesures d'escalade et aux violations sans précédent commises par l'occupation sioniste dans toute la Cisjordanie, ciblant de manière flagrante tous les Palestiniens, selon l'agence Wafa. Lors de la rencontre tenue dans la ville de Ramallah, Al-Sheikh a informé Wexler des efforts régionaux et internationaux intensifs en coopération avec les frères arabes et la communauté internationale, afin d'arrêter la guerre et la crise humanitaire dans la bande de Ghaza et les violations en Cisjordanie occupée, a indiqué la même source. De son côté, Wexler a assuré «le soutien des États-Unis à une voie politique qui garantisse la tranquillité, la stabilité et le calme dans la région, et la création d'un État palestinien indépendant conformément à la solution à deux États», a ajouté Wafa.

R. R.

La Palestine dénonce une carte de l'entité sioniste

PAR RACIM NIDHAL

La Palestine a dénoncé hier une carte de l'entité sioniste incluant la Cisjordanie occupée. Le ministère palestinien des Affaires étrangères affirme que l'utilisation par le Premier ministre sioniste, Benjamin Netanyahu, d'une carte de l'entité d'occupation incluant la Cisjordanie occupée est un mépris pour la légitimité internationale et ses décisions, a rapporté, hier mardi, l'agence de presse palestinienne Wafa reprenant un communiqué du ministère. Il s'agit, selon la diplomatie palestinienne, d'un mépris pour la volonté internationale de paix, les accords conclus et un défi flagrant aux efforts internationaux déployés, pour mettre fin à la guerre de génocide dans la bande de Ghaza et du déplacement de la population palestinienne. C'est aussi un refus de relancer le processus de paix sur la base de la solution à deux États, ajoute la même source.

Violation flagrante du droit international

Le ministère palestinien des Affaires étrangères assure, selon ledit communiqué, qu'il considérerait l'utilisation de cette violation flagrante du droit international avec une extrême gravité. «D'autant plus que l'occupation pratique les formes les plus odieuses de crimes contre le peuple palestinien, dans le cadre d'une incarnation pratique d'une tentative de nier la présence palestinienne et ses droits nationaux justes et légitimes en expulsant les Palestiniens de leur terre», poursuit la diplomatie palestinienne. Sur le terrain, l'armée d'occupation mène, depuis mercredi dernier, une agression contre la Cisjordanie occupée en particu-

lièrement à Jénine, a indiqué Wafa. D'après cette agence de presse, les forces d'occupation continuaient de détruire le centre-ville de Jénine. Leurs bulldozers «ont détruit la rue du Cinéma, une grande partie de la rue et des magasins», affirme-t-elle.

Le centre-ville de Jénine détruit

«Les bulldozers de l'occupation ont, également, attaqué un groupe de journalistes, alors qu'ils couvraient la destruction du cinéma et des magasins, et ont ouvert le feu directement sur eux, les blessant par des éclats d'obus», rapporte Wafa ajoutant que les bulldozers d'occupation ont tenté d'écraser les journalistes à plusieurs reprises.

Les hôpitaux assiégés

Dans le quartier de Jabriyat, les forces d'occupation ont pris d'assaut la maison d'un détenu palestinien et arrêté son frère après avoir vandalisé et détruit le contenu de la maison, selon la même source. Lundi dernier au soir, les forces d'occupation sionistes ont arrêté une équipe d'ambulances qui transportait un patient d'urgence à l'hôpital Suleiman, à Jénine, et ont battu des personnes qui se trouvaient à l'intérieur, rapporte Wafa indiquant que l'occupation continuait d'assiéger les hôpitaux de Jénine pour le septième jour consécutif et envoyait des renforts militaires dans la ville.

Tulkarem prise d'assaut

Des forces de l'armée d'occupation ont, par ailleurs, pris d'assaut, mardi, la ville de Tulkarem. Wafa rapporte que les véhicules d'occupation, accompagnés de deux bulldozers lourds, imposent un siège serré à la ville. «Les forces d'occupation

ont imposé un couvre-feu au camp de Tulkarem et ont empêché les habitants d'y entrer et d'en sortir, jusqu'à nouvel ordre», précise l'agence de presse palestinienne. Lors d'un précédent assaut lundi dernier, les bulldozers de l'occupation ont causé, selon Wafa, d'importants dégâts aux infrastructures et aux biens des habitants palestiniens.

Ces engins ont aussi causé des dégâts au réseau électrique, ce qui a entraîné une panne de courant dans une grande partie du camp.

31 martyrs en une semaine

L'agression sioniste en Cisjordanie a entraîné le décès de 31 Palestiniens, dont 18 dans le gouvernorat de Jénine, 6 à Tulkarem, 4 à Tubas et 3 à El Khalil, ce qui alourdit le bilan des morts en Cisjordanie, depuis le début de l'agression génocidaire contre Ghaza en octobre 2023, à 683, selon un nouveau bilan annoncé hier par Wafa.

Les forces d'occupation sionistes ont arrêté, dans la nuit de lundi à mardi derniers, au moins 22 Palestiniens, dont d'anciens prisonniers, dans différents gouvernorats relevant de la Cisjordanie occupée, a indiqué, hier, un communiqué conjoint publié par la Commission pour les affaires des prisonniers et le Club des prisonniers palestiniens.

Les arrestations ont été menées dans les gouvernorats d'El Khalil, Qalqilya, Beit Lehm, Tulkarem et El Qods, précise le communiqué des deux organisations palestiniennes.

Le nombre d'arrestations s'élève à plus de 150

Le nombre d'arrestations depuis que l'entité sioniste a lancé sa dernière campagne

militaire en Cisjordanie s'élève à plus de 150, sur fond de poursuite de l'opération militaire sioniste à Jénine et l'impossibilité de connaître le nombre définitif d'arrestations dans ce gouvernorat, ajoute la même source. Le nombre total des arrestations en Cisjordanie et à El Qods, depuis le 7 octobre 2023, a dépassé les 10.400, selon le communiqué des deux organisations.

R. N.

Le bilan de l'agression sioniste s'alourdit à 40.819 martyrs

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 40.819 martyrs et 94.291 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué hier les autorités palestiniennes de la Santé.

Selon la même source, l'armée d'occupation sioniste a commis 3 massacres au cours des dernières 24 heures dans la bande de Ghaza, faisant 33 martyrs et 67 blessés.

Les autorités palestiniennes de la santé ont indiqué qu'un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvaient encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces de l'occupation empêchaient les ambulances et les équipes de la Protection civile de leur porter secours.

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

R. N.

KITS SOLAIRES

La capacité installée dans les zones isolées doublée

La capacité cumulée installée en matière de kits solaires photovoltaïques dans les zones isolées a été doublée depuis 2019, atteignant 23,06 MW à la fin 2023 contre 11,26 MW en 2019, selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ).

Cette capacité en matière de kits solaires photovoltaïques (PV) dans les zones isolées représente désormais près de la moitié (48,2%) de la capacité totale des installations d'énergie renouvelable (EnR) hors réseau, indique le CEREFÉ dans son 4^e bilan des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables, dont l'APS a obtenu une copie. Les installations réalisées dans le cadre de programmes et projets relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement des territoires représente 49,3% du total des kits installés, avec 6.689 kits PV, soit une capacité installée de 11,37 MWc, suivies par celles relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural avec une capacité de 3,44 MWc (15%) et du ministère de la Poste et des Télécommunications avec une capacité cumulée de 1,89 MWc, soit une part de 8%.

La capacité des nouvelles installations réalisées en 2023 est estimée à 3,73 MW, soit une croissance de 19,3% par rapport à celle cumulée à fin 2022 (19,33 MW), fait savoir la même source.

Le nombre des kits solaires PV dans les zones isolées installés par l'ensemble des secteurs jusqu'à la fin décembre 2023, est de 12.382 kits PV, soit 1.098 kits PV addi-



tionnels installés en 2023 et 6.568 kits PV additionnels installés depuis fin 2019. Concernant les systèmes solaires PV pour écoles primaires, la capacité cumulée réalisée dans le cadre du programme de solarisation des écoles est de 8,63 MW, soit 1.163 écoles solarisées.

Eclairage public solaire : hausse de 447 %

Par ailleurs, la capacité installée d'éclairage public solaire durant la période 2020-2023 s'élève à 14,4 MW, soit une augmentation de +447,7% par rapport à celle cumulée à fin 2019 (3,22 MW).

"Depuis 2020, un progrès très considérable a été observé en matière de réalisation des projets d'éclairage public solaire. En effet, cette dynamique a été impulsée par l'exécution des instructions de Monsieur le président de la République lors du Conseil des ministres du 8 Mars 2020 relatives à la généralisation de l'utilisation de l'éclairage public solaire à travers le territoire national", indique le CEREFÉ. Ainsi, à fin 2023, la capacité

cumulée installée des systèmes d'éclairage public solaire avoisine les 17,62 MW, ce qui représente 36,8% des installations en EnR hors réseau et 3,7% de la capacité totale des EnR hors hydroélectricité, selon la même source. Concernant les systèmes de pompage solaire, la capacité cumulée installée jusqu'à fin 2023 évaluée à 1,17 MW, représente environ 2,4% des installations solaires hors réseau. Le secteur de l'Agriculture et du Développement rural détient presque la totalité (99,7%) des systèmes de pompage solaire réalisés.

S'agissant du mini-réseau hybride PV/Diesel, à fin 2023, la capacité cumulée installée, représentant 4,1% des installations EnR hors réseau, est évaluée à 1,95 MW, soit une croissance de +29,34% par rapport à celle cumulée à fin 2022 (1,5 MW).

Plus globalement, la capacité cumulée des toutes les installations hors réseau (Off-grid) s'élève à 47,85 MW à fin 2023, soit une croissance de +25,2% par rapport à celle cumulée jusqu'à fin 2022.

R. E.

UNEP

Création de l'Institut de l'entreprise et des politiques économiques Polit-Eco

L'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) vient de lancer un groupe de réflexion « think-tank » économique, d'expertises et de débat, dénommé "Institut de l'entreprise et des politiques économiques « Polit-Eco ».

Il s'agit d'« un groupe de réflexion, un réservoir d'idées, un brainbox économique œuvrant essentiellement pour la prospérité de l'entreprise algérienne, le développement adjacent du secteur public, la promotion et la progression du partenariat public-privé », selon un communiqué de l'organisation patronale.

Ce think-tank « trouve sa raison d'être dans la conviction que les secteurs public et privé, par la force et la dynamique de leurs entreprises, constituent le moteur du progrès économique et social », explique l'UNEP ajoutant que la réflexion « active » de l'institut « Polit-Eco » traduira régulièrement les priorités des pouvoirs publics « en matière de réduction continue de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et de l'étranger ». Soulignant l'intérêt de l'existence d'un réseau de think-tanks « diversifié et étoffé » au profit de l'économie nationale, l'UNEP estime ce type

d'entité comme pouvant prémunir le pays de toutes les formes de vulnérabilités pouvant menacer son économie, sa sécurité alimentaire, sa sécurité sanitaire et sa sécurité environnementale. Selon l'organisation patronale, « Polit-Eco » œuvrera en synergie avec l'ensemble des acteurs de la réflexion et de la production économiques, tels que les chefs d'entreprises, les experts, les universitaires, les chercheurs et les acteurs politiques devant contribuer « au décloisonnement progressif des mondes économique, politique et universitaire, et à l'association de la société civile à sa réflexion ».

Il aura nécessairement pour objectif d'asseoir sa future notoriété en tant que business think-tank, à travers ses travaux et son réseau de contributeurs, ajoute l'organisation soulignant que dans le souci d'assurer plus de couverture régionale, avec ses sections locales, et avec l'appui des secteurs d'activité économique composant l'UNEP, il apportera par ailleurs sa propre contribution à l'évaluation objective, nécessaire et utile des réglementations, des procédures, des lois, des pratiques et autres facteurs objectifs qui

entraveraient le bon fonctionnement du secteur économique public et, plus largement, de l'économie nationale.

Centré pleinement sur le champ national mais tourné aussi vers l'International, il intégrera par conséquent dans sa réflexion l'analyse de modèles étrangers susceptibles d'inspirer positivement les politiques publiques, selon le communiqué.

En outre, ce think-tank élaborera pour les pouvoirs publics des recommandations régulières en mobilisant un réseau pluridisciplinaire d'experts nationaux et internationaux. Certaines recommandations seront mises en débat à travers des publications et diverses formes d'événements organisés périodiquement, prévoit l'UNEP.

« En résumé, c'est un think-tank qui remplira principalement une mission d'éclairage, on apportant une analyse claire utile sur des questions essentielles d'actualité et de prévision, en préconisant des pistes d'amélioration concrètes et en éclairant, de manière prospective, les défis de croissance qui se présentent au pays », conclut le document.

R. E.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Parution d'une publication spéciale sur le 7^e sommet du GECF d'Alger

Le ministère de la Communication a édité une publication spéciale sur le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) abrité à Alger, en vue de documenter cet « important » événement historique dont les travaux se sont déroulés au Centre international des conférences (CIC), Abdellatif Rahal (Alger) du 29 février au 2 mars dernier.

Editée par le Centre national de documentation, de presse, d'images et d'information (CNDPI), cette publication spéciale s'intitule « Le 7^e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), du 29 février au 2 mars 2024, vu par les médias, les experts et les personnalités ».

Cette publication spéciale de 249 pages qui contient plusieurs photos, retrace cet événement historique à travers les reports, les reportages, les analyses et les interviews des différents médias.

L'allocation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune prononcée à l'occasion du GECF est publiée dans cet ouvrage, divisé en huit (8) principaux volets contenant les analyses de 15 experts internationaux, 26 experts algériens et 10 experts arabes, outre les allocutions, les interventions et les déclarations des ministres de l'Energie des Etats membres du GECF et du SG du Forum.

Le ministère vise, à travers cette publication, à documenter « un événement important abrité dans notre pays », a affirmé le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, pour qui l'engagement du président de la République à assurer le succès de ce sommet a démontré, sur le double plan intérieur et extérieur, que le Sommet des grands défis dans l'histoire de l'énergie avait réussi, avec la reconnaissance du monde entier, en aboutissant à un consensus général des participants sur la cristallisation d'une stratégie future pour l'industrialisation, le développement et la commercialisation de cette matière vitale. Le ministre a également souligné que l'événement qui « a rassemblé les acteurs mondiaux du domaine autour de la même table, les a impressionnés par les capacités diplomatiques de l'Algérie, a renforcé sa position et sa crédibilité énergétique, et a prouvé l'efficacité des efforts de M. le président de la République sur le plan international ».

Et d'ajouter que « l'Algérie a réussi à réunir les partenaires énergétiques, exportateurs et importateurs de gaz, afin de rapprocher les points de vue et d'unifier les visions sur le développement des marchés gaziers, le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), étant devenu le premier sommet important ayant ouvert la voie à une nouvelle ère énergétique, en vue d'adopter une approche future pour le développement du marché du gaz et ayant permis au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de replacer la diplomatie énergétique au-devant de la scène mondiale ». Le ministre a estimé que la signature par les parties prenantes de la « Déclaration d'Alger » en tant que document pérenne qui trace une stratégie pour le développement du secteur du gaz pour les années à venir, constituait « une victoire éclatante de la diplomatie énergétique algérienne et un renforcement du rôle pivot de l'Algérie au Forum, en tant que membre fondateur ».

R. E.

Blanchiment des dents : Entre risques et bénéfices



Qui n'a jamais rêvé de se faire blanchir les dents ? Avec les nouveaux procédés, la tentation est grande. Nous avons tous entendu parler des kits de blanchiment des dents, en vente libre. Mais que propose exactement le dentiste ? Quels sont les bénéfices ? Quels sont les risques ?

Quelles sont les différentes techniques ?
Chez les fumeurs ou les grands buveurs de thé ou de café, le chirurgien dentiste procède à un détartrage et à un polissage. L'arrêt du tabac est fortement conseillé.
Lorsque les dents sont foncées naturellement, on recourt à des techniques d'éclaircissement qui consistent à appliquer un produit éclaircissant spécifique (peroxyde de carbamide, peroxyde d'hydrogène ou perborate de sodium pour les dents dévitalisées).
L'application du produit éclaircissant se fait à l'aide d'une gouttière individuelle réalisée par un laboratoire de prothèses. Elle se réalise en une fois au cabinet du dentiste ou en plusieurs séances à domicile. A noter que la durée nécessaire au blanchiment des dents peut être parfois raccourcie par une activation à l'aide d'un laser ou d'une lampe spécifique.
Le principe de ce procédé est globalement identique à celui proposé par les kits de blanchiment à domicile en vente libre. Certains proposent d'appliquer le produit à l'aide d'un pinceau, de strip ou d'une gouttière comme chez le dentiste, sauf que celle-ci n'est pas personnalisée mais standard.
La nature du produit est toujours la même,

mais la concentration est plus faible qu'au cabinet dentaire.
Quant aux bars à sourire, le procédé est également identique, sauf que la nature des produits utilisés n'est pas vraiment connue, tout comme leur concentration finale et le procédé d'activation. Alors, quel est l'avantage de se rendre chez le dentiste pour un blanchiment des dents ?

Il est recommandé de consulter un dentiste si l'on veut avoir des dents plus blanches : Pour limiter les effets secondaires du produit. Le produit appliqué correspond à de l'eau oxygénée fortement titrée, laquelle ne présente pas une parfaite innocuité pour l'organe dentaire. L'usure de l'émail par brossages est plus importante après certaines méthodes d'éclaircissement des dents.

Les produits ne semblent pas totalement inertes vis-à-vis de la pulpe.

Les matériaux composites des obturations dentaires devenant moins durs et plus rugueux, ils ne s'éclaircissent pas de la même façon que les dents.
La concentration du produit proposé dans les kits de blanchiment à domicile en vente libre étant plus faible que chez le dentiste, la durée et la fréquence des applications sont plus élevées, et les dents davantage agressées.
Dans les bars à sourire, la nature exacte des produits n'est pas toujours connue, rendant le procédé peu sécurisé. Quant au résultat immédiat, il est obtenu à l'aide d'un produit activant pouvant rendre le produit agressif pour les dents.
En cas de racine dénudée (dents déchaussées), une sensibilité au chaud et au froid peut apparaître. Les conseils d'un dentiste sont donc là aussi importants.

On l'aura compris, seul le chirurgien dentiste peut évaluer au préalable l'état des dents et conseiller la meilleure méthode à utiliser en toute sécurité.
La durée de l'éclaircissement des dents est tributaire de la qualité du brossage dans les mois qui suivent.
De même, la porosité induite par les produits de blanchiment se résorbe peu à peu et les dents se lissent à nouveau lorsqu'elles sont brossées régulièrement et de façon adéquate.
Les facettes : une autre technique pour de belles dents blanches
Une façon de rendre les dents blanches consiste à coller des facettes, de fines lamelles de matériau composite, sur des dents dont la surface a été préparée.

Les facettes sont directement apposées sur la dentine, et non plus sur l'émail.
Ce procédé donne un résultat esthétique très réussi, mais en revanche, il nécessite de tailler davantage les dents. Ce problème est moindre avec les facettes en céramique. L'autre inconvénient tient aux possibilités de décollement. On retiendra que seul le dentiste peut garantir un procédé sécurisé et personnalisé.

Comment utiliser le bicarbonate de soude pour blanchir les dents ?

Pour blanchir vos dents avec du bicarbonate de soude, ajoutez un peu de poudre sur votre dentifrice et faites un brossage classique. Pour plus d'efficacité, brossez-vous les dents avec votre pâte dentifrice habituelle, puis avec du

Brossez-vous les dents avec du bicarbonate de soude

Le bicarbonate de soude ou le sodium est un remède de grand-mère très connu et particulièrement efficace pour blanchir les dents. En effet, il permet d'assainir la bouche et effectue un nettoyage en profondeur en dissolvant les résidus alimentaires. Il réduit aussi la formation de tartre et rééquilibre le pH de la bouche. Il lutte contre les aphtes, les infections bucco-dentaires et il prévient les problèmes liés à une mauvaise haleine. Grâce à sa formule abrasive, il lisse également la surface des dents et permet de venir à bout des colorations jaunes induites par le tabac, la mauvaise alimentation, etc. Pour profiter de ces divers avantages, il est essentiel d'utiliser le type de sodium adéquat et la bonne méthode.

Quel type de bicarbonate de soude utiliser pour blanchir vos dents ?

Pour blanchir vos dents avec le bicarbonate de soude, privilégiez le sodium alimentaire à celui technique. Il est plus pur que ce dernier et ses grains sont aussi plus fins. Puisqu'il est destiné à la consommation, le bicarbonate de soude alimentaire a également subi plus de test et d'analyse que le sodium technique. Par conséquent, il est de meilleure qualité et peut être ingéré sans danger. En dehors de ce type de sodium, le seul autre que vous pouvez utiliser pour blanchir vos dents est celui offic-

inal. Il est plus pur que le sodium alimentaire, mais aussi plus onéreux.

Mangez des aliments qui sont bons pour vos dents
Pour avoir des dents plus blanches et un sourire étincelant, vous devez aussi privilégier certains aliments. La plupart de ces aliments contiennent des substances qui agissent sur la formation du tartre et nettoient les dents. À titre informatif, voici les aliments que vous devez désormais prioriser à cet effet.
Les légumes crus et les légumes verts à feuilles

L'efficacité des dentifrices blanchisseurs est-elle prouvée ?

Pour obtenir des dents plus blanches, vous pouvez également recourir aux dentifrices blanchissants. Généralement, ils contiennent de l'acide silicique, de l'oxyde d'aluminium et du bicarbonate de sodium. Ils ont donc un pouvoir abrasif supérieur à celui des dentifrices classiques et sont efficaces pour prévenir le tartre.
Ces dentifrices contiennent aussi du pentasodium triphosphate, de l'acide citrique et du tétracalcium pyrophosphate, ce qui leur donne le pouvoir de dissoudre les tâches. Ils peuvent aussi contenir des agents enzymatiques qui rompent les liaisons des molécules colorées. Par ailleurs, même si les dentifrices blanchissants permettent d'avoir des dents plus blanches, ils ne doivent pas être utilisés sur les enfants de moins de 6 à 12 ans. Si vous combinez l'utilisation de ce type de dentifrice avec un kit de blanchiment dentaire, vous serez certain d'avoir un sourire des plus éclatants.

La consommation des légumes crus comme la carotte, le céleri et le chou-fleur peut permettre de blanchir vos dents. Ces légumes étant difficiles à mâcher, ils permettent de polir la surface des dents en stimulant la production de salive. Puisqu'ils sont aussi riches en eau, ils participent au nettoyage de la bouche.
Quant aux légumes verts à feuilles, ils sont riches en calcium, en fluor, en acide folique et en vitamines. Grâce à ces derniers, ils participent à la construction de l'émail des dents et à sa reminéralisation.

Les fruits, les graines et les noix

En raison de leur texture abrasive, les graines et les noix sont les meilleurs alliés pour exfolier vos dents. En plus de nettoyer et de blanchir les dents, elles éliminent la plaque dentaire, les tâches sur l'émail et renforcent la structure de ces derniers. Les fruits comme les fraises, les cerises, les pommes, les pêches et les bananes sont également conseillés pour blanchir les dents. Ils contiennent de l'acide malique, un composé qui participe à la santé bucco-dentaire.
Le chocolat noir, le yaourt et les oignons

Le chocolat noir contient de la théobromine, un composé qui durcit la surface de l'émail des dents. Par conséquent, il diminue l'apparition des tâches sur ces dernières et participe au maintien de leur éclat. Riches en calcium et en protéines, les yaourts font partie des produits alimentaires qui permettent d'avoir des dents solides et en bonne santé. De plus, les probiotiques qu'ils contiennent luttent contre les caries. Pour en bénéficier, privilégiez les yaourts ordinaires sans sucre.
En ce qui concerne les oignons, ils empêchent la formation de plaque entre les dents grâce à leur composé soufré. Pour y recourir, vous n'avez pas besoin de les faire cuire : mangez-les crus.

Le chocolat noir, le yaourt et les oignons

Le chocolat noir contient de la théobromine, un composé qui durcit la surface de l'émail des dents. Par conséquent, il diminue l'apparition des tâches sur ces dernières et participe au maintien de leur éclat. Riches en calcium et en protéines, les yaourts font partie des produits alimentaires qui permettent d'avoir des dents solides et en bonne santé. De plus, les probiotiques qu'ils contiennent luttent contre les caries. Pour en bénéficier, privilégiez les yaourts ordinaires sans sucre.
En ce qui concerne les oignons, ils empêchent la formation de plaque entre les dents grâce à leur composé soufré. Pour y recourir, vous n'avez pas besoin de les faire cuire : mangez-les crus.

Le chocolat noir, le yaourt et les oignons

Le chocolat noir contient de la théobromine, un composé qui durcit la surface de l'émail des dents. Par conséquent, il diminue l'apparition des tâches sur ces dernières et participe au maintien de leur éclat. Riches en calcium et en protéines, les yaourts font partie des produits alimentaires qui permettent d'avoir des dents solides et en bonne santé. De plus, les probiotiques qu'ils contiennent luttent contre les caries. Pour en bénéficier, privilégiez les yaourts ordinaires sans sucre.
En ce qui concerne les oignons, ils empêchent la formation de plaque entre les dents grâce à leur composé soufré. Pour y recourir, vous n'avez pas besoin de les faire cuire : mangez-les crus.

Les blanchisseurs naturels dangereux à éviter



La mode est aux dents blanches. De nombreux blanchisseurs dits «naturels» et de nombreux conseils fleurissent sur la toile à ce propos. Mais attention : la plupart d'entre eux sont dangereux pour l'émail. Découverte de ceux à éviter avec le Dr Christophe Lequart, chirurgien-dentiste et porte-parole national de l'UFSBD (Union française pour la santé bucco-dentaire).

Le charbon végétal : il use l'émail

C'est quoi : Le charbon végétal pour les dents fait partie des méthodes de blanchiment naturelles les plus populaires de ces dernières années. Pourquoi faut-il l'éviter : «La poudre de charbon est très abrasive et va user l'é-

mail des dents, rendant les dents poreuses. Il ne fait qu'illuminer un peu la coloration naturelle des dents et éliminer quelques tâches, mais ne change pas la teinte comme certaines vidéos sur le net pourraient le suggérer. Une étude américaine en 2017 de l'Oral Health Foundation a confirmé que son utilisation régulière endommage l'émail, qui ne se renouvelle pas, et provoque des sensibilités dentinaires», explique le Dr Lequart.*

Le bicarbonate de soude : il décape trop

C'est quoi : Composé de particules très fines aux propriétés abrasives, le bicarbonate de soude ou bicarbonate de sodium, produit que l'on trouve partout dans le commerce, est réputé être une solution naturelle pour avoir les dents blanches. Pourquoi faut-il l'éviter : «Il a une tendance à illuminer la coloration naturelle des dents car il a un effet polissant. Mais, en même temps, il agit comme un décapant si

on l'utilise régulièrement et peut avoir un impact négatif sur l'élimination de l'émail et cela de façon irréversible, car l'émail ne se renouvelle pas», explique le Dr Lequart.

Le sel de mer, abrasif

C'est quoi : Le sel de mer est aujourd'hui recommandé sur la toile pour prendre soin de ses gencives et blanchir ses dents. Certains le préconisent en le mélangeant à son dentifrice.

Pourquoi faut-il l'éviter : «Comme pour les autres techniques, le sel de mer même iodé est abrasif et déminéralise la dent au fur et à mesure des brossages réalisés avec. L'émail qui protège les dents ne se reconstitue pas et une fois abîmé et éliminé, la dent n'est plus protégée et s'use prématurément», explique le Dr Lequart.

Non à l'association jus de citron-bicarbonate

C'est quoi : Le citron est l'un des fruits les plus acides. Son acidité permet

de dissoudre la plaque dentaire et d'empêcher la formation du tartre sur les dents.

Pourquoi faut-il l'éviter : «On trouve toutes sortes d'informations pour blanchir naturellement ses dents, comme associer du jus de citron à du bicarbonate de soude.

L'application régulière de jus de citron sur les dents va donner l'impression d'un certain éclat en donnant à l'émail un aspect blanchâtre. Mais l'acidité déminéralise progressivement et les dents vont devenir poreuses. Associé au bicarbonate de soude, cela accroît le problème car ce produit est très abrasif et érode de manière définitive l'émail», explique le Dr Lequart.

Éviter les dentifrices au charbon-actif

Si la mode est au charbon-actif, les dentifrices utilisant ce produit ne sont, pour le moment, pas recommandés par les dentistes. Et cela pour plusieurs raisons. «Aux États-Unis, deux sociétés

savantes ont réalisé une revue de la littérature à ce sujet. Elles n'ont pas conclu à une efficacité clinique», indique Christophe Lequart.

Par ailleurs, ils ne contiennent, souvent, pas de fluor, mieux vaut donc les éviter et rester fidèle aux références disponibles en supermarché ou en parapharmacie.

Selon une étude réalisée par l'école dentaire de l'Université de Manchester en mai 2019, les dentifrices au charbon sont des «gadgets marketing» : aucune preuve scientifique n'indique qu'ils sont anti-bactériens, anti-fongiques comme le vantent leurs fabricants. Ils peuvent aussi créer des complications sont le Dr Joseph Greenwall-Cohen, coauteur de la recherche britannique. Il expliquait dans son article «quand le dentifrice est utilisé trop souvent par des personnes ayant des plombages, il peut y pénétrer et être difficile à extraire» et ajoutait «Les particules de charbon peuvent aussi se mettre dans les gencives et les irriter».

BOUIRA, STATION DE TIKJDA

L'incivisme de certains visiteurs dénoncé



Une vaste campagne de nettoyage a été lancée, la semaine dernière, dans la station climatique de Tikjda (nord-est de Bouira) avec la participation des différents services de la wilaya, ainsi que d'associations, de clubs environnementaux et de nombreux citoyens. L'incivisme et l'insouciance de certains visiteurs et touristes sont derrière les déchets qui se propagent dans certains endroits de la station, regrettent les services de la wilaya

La campagne, lancée par les autorités locales depuis la forêt de Slim, porte sur le nettoyage des différents coins et recoins de la station climatique de Tikjda et vise à nettoyer les différents endroits de ce site touristique et forestier, et à lutter contre les incendies de forêt, notamment à l'approche de la saison estivale, a expliqué une responsable à la Direction de l'environnement, Wissem Boussaïd.

Des sections des Scouts musulmans algériens (SMA) ainsi que les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales et autres ser-

vices de la wilaya, et des dizaines de jeunes bénévoles ont participé à cette campagne qui se poursuit toujours à Tikjda. Les services communaux d'El Asnam ainsi que l'Entreprise publique industrielle et commerciale (Epic) Nadhif participent également à l'opération.

La station climatique de Tikjda, culminant à plus de 1.400 mètres d'altitude, est un joyau touristique dont dispose la wilaya Bouira. Le site draine chaque hiver des milliers de touristes et visiteurs des différentes wilayas en quête de détente et de loisir. Malgré le grand nombre de cam-

pagne de nettoyage et de sensibilisation menées par les services de la wilaya et associations de la société civile, le site est toujours en proie à la pollution née, notamment, des décharges sauvages et de jets d'ordures, dont des bouteilles, des sachets en plastique, des canettes de boisson et autres déchets qui ternissent l'image de Tikjda., quinze tonnes de déchets avaient été collectées lors d'une opération de nettoyage similaire menée du massif forestier s'étendant de la localité de Slim (commune de Haizer) au massif de Tikjda.

MOSTAGANEM

Mise en échec d'un réseau d'organisation de traversées clandestines

Les services de police de Mostaganem ont mis fin aux agissements d'un réseau d'organisation de traversées clandestines par mer, a-t-on appris, samedi, d'un communiqué de la Sûreté de la wilaya. La même source a indiqué que cette opération est intervenue après que la brigade de lutte contre l'immigration clandestine ait ouvert une enquête sur ordre du parquet, liée à une affaire de trafic de migrants avec mise en péril de leur sécurité par un groupe criminel organisé transfrontalier dont ont été vic-

times cinq personnes. Le groupe criminel, qui active au niveau des wilayas de Mostaganem, d'Oran et de Tipasa a subtilisé aux victimes 2 millions DA en échange de l'organisation d'une traversée en mer, a ajouté la même source. Les investigations menées par la brigade ont abouti à l'identification de six suspects, originaires des wilayas sus-indiquées ainsi que l'arrestation de deux d'entre eux (les principaux cerveaux) et les enquêtes sont en cours pour le restant des membres du réseau, a-t-on fait

savoir. Pour le chef d'inculpation de trafic de migrants par l'organisation de sortie de plusieurs personnes du territoire national en contrepartie d'un avantage financier et la mise en danger de migrants, dans le cadre d'un groupe criminel transnational organisé, un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en causes dont deux détenus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, a ajouté la même source.

BOUMERDÈS

Réouverture à la circulation de l'échangeur de Benrahmoune

L'Algérienne des autoroutes (ADA) a annoncé, fin de semaine dernière, la réouverture à la circulation de l'échangeur de Benrahmoune de la rocade de Boudouaou (Boumerdès) au niveau de l'autoroute et ce, après achèvement des travaux de maintenance à son niveau.

Les travaux réalisés dans les délais impartis ont permis, selon le communiqué de l'ADA, de réhabiliter les trois joints de chaussée du pont endommagés, au niveau de l'échangeur, en procédant à leur remplacement par de nouveaux joints, afin de renforcer la sécurité routière. Les services de maintenance de l'ADA – région Centre – ont engagé l'opération de maintenance et de réhabilitation via une entreprise privée de travaux publics. La programmation de ces travaux « nécessaires » intervient, à cette période, pour éviter leur programmation en été où le trafic routier devient plus dense, et éviter, ainsi, toute éventuelle perturbation de la circulation, explique l'Algérienne des autoroutes.

TOUGGOURT

Saisie de près de 300.000 capsules de psychotropes

Les agents de la brigade polyvalente de Touggourt relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes d'Ouargla ont déjoué récemment une opération de contrebande de 298.348 capsules de psychotropes, selon les services de ce corps constitué.

Effectuée au niveau de la région de Taïbine (Daïra d'El Hadjira), en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) de la 4e Région militaire (4-RM), l'opération a également permis la saisie de deux véhicules (touristique et tout-terrain) utilisés par les contrebandiers, alors que les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, a déclaré l'inspecteur principal chargé de la communication à l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes de Ouargla, Ali Boughrara.

Après les purges au Labour, Starmer fait emprisonner les soutiens à la Palestine

Le nouveau Premier ministre britannique abuse de son autorité en élargissant le champ d'application de lois déjà draconiennes pour requalifier ses détracteurs en « soutiens » du terrorisme.

PAR JONATHAN COOK

L'arrestation hier de Sarah Wilkinson, militante de la solidarité avec la Palestine, après celle du journaliste Richard Medhurst la semaine dernière – toutes deux fondées sur une improbable allégation de violation de l'article 12 de la loi sur le terrorisme – est la meilleure preuve que les purges autoritaires de Keir Starmer à l'encontre de la gauche travailliste ont pour but de museler les voix critiques à l'échelle nationale.

Désormais bien installé dans le bureau du ministre, Starmer peut écraser les droits fondamentaux des citoyens britanniques avec autant de plaisir qu'il a écrasé les vestiges de la démocratie au sein du parti travailliste, et ce pour les mêmes raisons.

Le Premier ministre britannique, déterminé à terroriser, pour les réduire au silence, les personnes qui critiquent sa complicité avec Israël et son génocide à Gaza, s'en prend maintenant à des membres de son gouvernement.

M. Starmer a préféré élargir considérablement le champ d'application de lois « antiterroristes » déjà draconiennes, plutôt que de s'opposer aux États-Unis, en mettant fin aux ventes d'armes à un gouvernement israélien fasciste dirigé par Benjamin Netanyahu ou en se joignant à la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël auprès de la Cour internationale de justice.

Là, les juges ont déjà statué que le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens au cours des 11 derniers mois constituait un « génocide plausible ». La prochaine étape consistera, pour l'Afrique du Sud et les nombreux États qui la soutiennent, à prouver à la Cour internationale que le génocide ne fait aucun doute.

Les buveurs de sang habituels du lobby israélien, comme David Collier, ont salivé à l'idée de l'arrestation de Wilkinson. Elle risque jusqu'à 14 ans de prison pour avoir prétendument « soutenu » une organisation interdite, à savoir le Hamas. Selon certaines informations, on lui aurait dit qu'elle était arrêtée en raison du « contenu qu'elle a publié en ligne ». La police a saisi tous ses appareils électroniques. Selon sa fille, elle a été libérée sous caution à condition de ne « jamais » utiliser ces appareils. Soyons clairs : la police n'utilise la loi sur le terrorisme de cette manière que parce qu'elle a reçu des instructions politiques. L'arrestation de Wilkinson n'est possible que parce que la police et Starmer, soi-disant avocat des droits de l'homme, ont détourné la qualification de « soutien au terrorisme ». Il s'agit d'une répression politique des plus évidentes. Traditionnellement, qualifier le « soutien » à un groupe terroriste de crime avait pour but de donner aux autorités le pouvoir de punir toute personne qui offrait une assistance matérielle à la commission d'un attentat, comme l'envoi d'argent ou d'armes, la dissimulation de combattants armés, la fourniture d'informations cruciales, etc. Même pour ce qui concerne les paroles, les lois pénales classiques exigent généralement des preuves que quelqu'un a incité de manière crédible à la violence directe ou mis la vie d'autres personnes en danger, comme en témoignent les charges retenues contre les personnes impliquées dans les récentes émeutes d'extrême droite qui comprenaient des tentatives de pogroms contre les musulmans et les immigrants. Cela est tout à fait différent de la manière dont est aujourd'hui criminalisée, sous l'appellation de « soutien au terrorisme », toute affirmation positive au sujet d'une action menée par une organisation interdite – d'autant plus que le Hamas n'a pas seulement une aile militaire, mais aussi une section politique et un service d'aide sociale. La nécessité d'opérer des distinctions prudentes devrait être évidente. Faire l'éloge des dirigeants du Hamas, même de ses chefs militaires, pour avoir accepté de participer à des pourparlers de paix équivaldrait-il à « soutenir » une organisation terroriste ? Cela devrait-il conduire à une arrestation et à une peine de prison ?

Il n'a jamais été illégal de « soutenir » le Sinn Féin – l'aile politique de l'IRA –, c'est-à-dire d'avoir des propos élogieux à l'égard de son dirigeant de longue date, Gerry Adams, ou de soutenir ses positions politiques.

Il n'était même pas illégal de « soutenir » les « terroristes » de l'IRA. Au début des années 1980, de nombreuses personnes ont critiqué les autorités d'Ulster et le gouvernement

britannique de Margaret Thatcher pour leur traitement barbare des prisonniers de l'IRA. Le fait de « soutenir » la grève de la faim de Bobby Sands, membre de l'IRA, qui a conduit à sa mort dans la prison de Maze, n'était pas un délit passible d'arrestation, par exemple.

Le Jewish News expose les motifs apparents de la descente d'une douzaine de policiers au domicile de Mme Wilkinson et de la décision de l'arrêter et d'ouvrir une enquête sur des accusations de terrorisme. Ces motifs, s'ils sont exacts, devraient nous faire froid dans le dos. C'était sans doute l'intention de Starmer.

1. Le Jewish News expose les motifs apparents de la descente d'une douzaine de policiers au domicile de Wilkinson et de la décision de l'arrêter et d'enquêter sur elle pour terrorisme. Ces motifs, s'ils sont exacts, devraient nous faire froid dans le dos. C'était sans doute le but de Starmer.

Selon le Jewish News, Wilkinson a enfreint l'article 12 en décrivant l'assaut aérien du Hamas en Israël le 7 octobre comme une « infiltration incroyable ». Ce qui était clairement le cas. Quel que soit le critère utilisé, il s'agit bien d'une infiltration. Et mon dictionnaire donne comme l'une des principales définitions du mot « incroyable » : « difficile à croire », ou « extraordinaire » dans le sens de « très loin de l'ordinaire ».

Voir le Hamas utiliser des deltaplanes pour franchir l'une des structures militaires les plus sophistiquées jamais construites pour emprisonner des millions de personnes est la définition même d'« incroyable ». Il est en effet difficile de croire que le Hamas a réussi techniquement à faire ce qu'il a fait ce jour-là.

Même si la police ignorait le vrai sens du mot et supposait au contraire que l'on voulait dire « grand » ou « merveilleux » – pour décrire le Hamas sortant de la cage dans laquelle les habitants de Gaza ont été emprisonnés pendant des décennies et privés des nécessités de base pendant 17 ans – cela ne constituerait guère un crime, et encore moins un « soutien » au terrorisme.

Comme le prévoit le droit international, les peuples occupés, tels que les Palestiniens, ont le droit de résister à une armée qui occupe leur territoire, y compris en recourant à la violence. Il suffit de demander à Starmer s'il pense que le peuple ukrainien a ce droit.

De plus, comme le concède discrètement le Jewish News, Wilkinson a écrit son tweet le 7 octobre, c'est-à-dire le jour même où l'attaque du Hamas a eu lieu. Elle n'avait donc aucune idée, au moment où elle l'a écrit, que des civils étaient tués en grand nombre.

(L'ampleur des atrocités commises par le Hamas contre les civils le 7 octobre est bien plus contestée que les médias occidentaux ne veulent bien l'admettre. Il est rapidement apparu que le Hamas ne tuait pas de bébés, comme on le racontait, et qu'il ne les décapitait pas non plus. Aucune preuve substantielle n'a été apportée à date pour démontrer qu'il y a eu des viols ce jour-là, et encore moins que le recours au viol est une politique systématique, comme le prétendent Israël et ses soutiens. Certains civils israéliens, nous le savons maintenant, ont été tués par les propres forces de sécurité d'Israël au titre du protocole Hannibal. D'autres civils israéliens ont pu être pris pour cible par des groupes armés et des individus non alliés au Hamas qui se sont déversés de Gaza par les brèches créées dans la clôture électronique autour de l'enclave). Mais même si nous supposons que Wilkinson savait que des civils avaient été tués ce jour-là, et en grand nombre, et que son utilisation du terme « incroyable » visait à indiquer qu'elle approuvait les massacres, le fait de noter l'exploit militaire extraordinaire qu'a constitué la sortie de Gaza ne toujours pas constituer un crime. Personne ne devrait être enfermé pour avoir été impressionné par la violence. Si nous voulions en faire une sorte de principe, nous devrions arrêter grand nombre de Juifs sionistes et de non-Juifs en Grande-Bretagne qui ont tenu à exprimer leur enthousiasme pour les mois de massacres perpétrés par Israël à Gaza.

2. The Jewish News cite également les louanges de Wilkinson à l'égard d'Ismail Haniyeh, chef du bureau politique du Hamas, peu après son assassinat par Israël à Téhéran. Elle l'a qualifié de « héros ».

Pour situer le contexte, notons qu'avant son assassinat, Haniyeh était largement considéré comme un modéré, même au sein de l'aile politique du Hamas. Vivant en exil, il semble qu'il n'ait pas eu connaissance de l'attentat du 7 octobre. Il était également l'un des principaux acteurs des efforts visant à mettre fin à l'effusion de sang à Gaza et à instaurer un cessez-le-feu par le biais de négociations avec Israël. En tuant Haniyeh, Netanyahu a voulu soutenir les partisans de la ligne dure au sein des ailes militaires et poli-

tiques du Hamas. Saboter les espoirs de cessez-le-feu, a permis au gouvernement israélien de poursuivre son génocide.

Il n'est pas plus déraisonnable de considérer Haniyeh comme un « héros » pour avoir mené une lutte politique visant à libérer la population de Gaza de ce que la Cour internationale a qualifié d'occupation illégale et de système d'apartheid israélien brutal que de considérer Gerry Adams, du Sinn Féin, comme un héros pour sa lutte politique visant à libérer la communauté catholique d'Irlande du Nord de la domination oppressive de la Grande-Bretagne et des loyalistes d'Ulster.

On peut ne pas être d'accord avec la politique de Haniyeh ou d'Adams. On peut dénoncer toute personne qui soutient leurs positions. Mais on ne devrait certainement pas pouvoir enfermer leurs partisans – pas si nous voulons continuer à croire que nous vivons dans une société libre.

Adams a été député au parlement britannique pendant de nombreuses années, bien qu'il ait refusé d'occuper son siège à Westminster en signe de protestation. Personne n'a jamais sérieusement suggéré que ceux qui l'ont soutenu – en le qualifiant de héros ou en votant pour lui lors des élections – devraient être arrêtés et emprisonnés. Si quelqu'un l'avait fait, cela aurait été dénoncé comme un abus de pouvoir et une opération profondément antidémocratique.

3. Enfin, le Jewish News suggère que Wilkinson a publié en ligne, il y a environ huit ans, des messages historiques qui s'apparentent à un déni de l'Holocauste. Wilkinson conteste apparemment cette affirmation et affirme qu'il s'agit d'une campagne de diffamation.

Même en supposant le pire, – que Wilkinson aurait vraiment mis en doute l'Holocauste – cela ne devrait pas être du ressort de la police du « terrorisme ». Avoir des opinions irrationnelles, infondées ou immorales n'équivaut pas à « soutenir » le terrorisme. Absolument pas.

N'oublions pas non plus que, si les lois britanniques sur le terrorisme doivent vraiment être appliquées de manière aussi extensive, la première personne qui devrait être arrêtée pour « soutien » au terrorisme est Starmer lui-même. Il y a quelques mois, il a insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'Israël avait le droit de bloquer la nourriture, l'eau et l'électricité à 2,3 millions de personnes à Gaza, une politique qu'Israël a effectivement poursuivie et qui a entraîné une famine volontairement provoquée et la mort de nombreux Palestiniens. Le procureur de la Cour pénale internationale demande l'arrestation de Netanyahu pour cette politique de famine qui constitue un crime contre l'humanité. Starmer, l'avocat des droits de l'homme, savait qu'affamer Gaza relevait du terrorisme – ou de la punition collective, comme on l'appelle en droit international. Et pourtant, il a soutenu sans réserve cet acte terroriste. Et ses paroles ont eu beaucoup plus de pouvoir pour influencer les événements que celles de Wilkinson auraient jamais pu en avoir.

En tant que chef de l'opposition, il était en mesure d'exercer une réelle pression sur Israël pour qu'il mette fin à sa politique de famine en soulignant qu'il s'agissait d'un acte de terrorisme d'État. En tant que premier ministre, il est en mesure de faire avancer l'arrestation des dirigeants israéliens pour leurs actes terroristes en vertu du principe de la compétence universelle. Il peut également cesser d'armer le génocide.

Si le système de droit international fonctionnait normalement, Starmer risquerait sans aucun doute de se retrouver dans le box des accusés de La Haye, accusé de complicité de crimes de guerre.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à la réalité terrifiante et orwellienne d'un Premier ministre complice de génocide, qui peut adapter les lois britanniques de « lutte contre le terrorisme » pour emprisonner tous ceux qui s'opposent au génocide israélien et qui dénoncent sa propre complicité, en les accusant de « soutien » au terrorisme. Starmer veut être juge, jury et bourreau. Nous ne devons pas le laisser faire. * Jonathan Cook a obtenu le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Il est le seul correspondant étranger en poste permanent en Israël (Nazareth depuis 2001). Ses derniers livres sont : « Israël ad the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East » (Pluto Press) et « Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair » (Zed Books).

J. C.

VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL EN PALESTINE

Londres annonce une suspension partielle des exportations d'armes à l'entité sioniste

Le Royaume-Uni a annoncé lundi suspendre une trentaine de licences d'exportation d'armes à l'entité sioniste sur un total de 350, en évoquant un « risque » que ces armes soient utilisées en violation du droit international.

« Pour certaines exportations d'armes (vers l'entité sioniste), il existe un risque clair qu'elles soient utilisées pour commettre ou faciliter une violation grave du droit humanitaire international en Palestine », a déclaré devant le Parlement britannique le ministre des Affaires étrangères, David Lammy. A rappeler que le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies avait déjà appelé les pays à cesser de vendre ou d'expédier des armes à l'entité sioniste. En Allemagne, une équipe d'avocats avait appelé le gouvernement à cesser les exportations d'armes vers l'entité sioniste. L'affaire, portée par des organisations telles que le Centre européen de soutien juridique (ELSC), Law for Palestine et l'Institut palestinien pour la



diplomatie publique (PIPD), vise à mettre un terme aux ventes d'armes allemandes sur la base de la conviction que l'armée d'occupation sioniste les utilise pour commettre un génocide à Ghaza. Par ailleurs, au moins 600 juristes britanniques, dont trois juges à la retraite de la Cour suprême, avaient appelé, le 3 avril dernier, leur gouvernement à suspendre les ventes d'armes à l'entité sioniste. En janvier, la CIJ a imposé des mesures provisoires ordonnant à l'entité sioniste de faire tout

son possible pour empêcher la mort, la destruction et les actes de génocide à Ghaza. Ces ordres font suite à une plainte déposée par l'Afrique du Sud affirmant la violation de la convention sur le génocide. Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 40.786 martyrs et 94.224 blessés, depuis le 7 octobre 2023, ont indiqué lundi les autorités palestiniennes de la Santé.

R. I. / Agences

BRÉSIL

La Cour suprême confirme la suspension de X (ex-Twitter)

La Cour suprême du Brésil a confirmé lundi-soir la décision de l'un de ses juges de suspendre le réseau social X pour avoir ignoré une série de décisions judiciaires liées à la lutte contre la désinformation. Le réseau, propriété du milliardaire américain Elon Musk, a commencé à être bloqué dans le pays aux premières heures de samedi, quelques heures après que le juge Alexandre de Moraes eut ordonné sa suspension dans les 24 heures. Le juge du Tribunal fédéral suprême et figure de la lutte contre la désinformation au Brésil mène un bras de fer avec le milliardaire américain sur la question des limites de la liberté d'expression. Cinq magistrats de la Cour suprême, dont M. Moraes, ont con-

firmé en session virtuelle la mesure prise vendredi. « Elon Musk a démontré son manque total de respect pour la souveraineté brésilienne et, en particulier, pour le pouvoir judiciaire, en se positionnant comme une véritable entité supranationale, immunisée contre les lois de chaque pays », a déclaré le juge Moraes. Ce dernier avait donné mercredi soir 24 heures à la plateforme pour nommer un représentant légal dans le pays, sous peine de blocage. Après le rejet de l'ultimatum, il a décidé la « suspension immédiate, complète et intégrale » du réseau au Brésil. « La liberté d'expression est le fondement de la démocratie et, au Brésil, un pseudo-juge non élu est en train de la

détruire à cause de motivations politiques », a tonné le milliardaire américain. « La liberté d'expression ne protège pas des violations répétées du système juridique », a déclaré lundi le juge Flavio Dino, ancien ministre de la Justice du président Luiz Inacio Lula da Silva. La suspension intervient un peu plus d'un mois avant des élections municipales qui permettront de mesurer le rapport de force entre le camp du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva et la droite, qui fait volontiers d'Elon Musk son champion. L'ancien réseau Twitter compte 22 millions d'utilisateurs dans le pays, selon l'estimation du site spécialisé DataReportal.

R. I. / Agences

USA

Cinq blessés par balles lors d'un défilé à New York

Cinq personnes ont été blessées par balles dont deux grièvement lors d'un défilé organisé lundi à New York, rapporte la police, relevant que l'assaillant est activement recherché.

Le tireur a ouvert le feu sur un groupe de personnes qui participaient au défilé célébrant la culture des Caraïbes dans les rues de l'arrondissement de Brooklyn, a indiqué le chef de patrouille du département de la police de New York, John Chell, lors d'une conférence de presse. « Il s'agit d'un acte intentionnel commis par un individu envers un groupe de per-

sonnes », a précisé le responsable, ajoutant que l'assaillant a pris la fuite après avoir commis son acte.

Plus tôt dans la journée, quatre personnes ont été tuées lors d'une fusillade à bord d'un train à Chicago dans l'Illinois (Midwest) lundi matin.

Au moins 377 fusillades ont été enregistrées aux Etats-Unis depuis le début de l'année, soit une moyenne de 1,5 incident par jour, selon Gun Violence Archive, une organisation non-gouvernementale qui fournit des données sur la violence par arme à feu dans le pays. Face à la

recrudescence de la violence armée, le président américain Joe Biden a, à maintes reprises, exhorté le Congrès à agir contre ce fléau, soulignant qu'il est temps de procéder à des réformes de la législation sur les armes à feu. Il a insisté notamment sur l'exigence de la vérification des antécédents dans toutes les ventes d'armes à feu, ainsi que l'interdiction des armes d'assaut et des chargeurs de grande capacité.

R. I. / Agences

RD CONGO

129 morts dans la tentative d'évasion de la prison de Kinshasa

Au moins 129 personnes ont été tuées, dont au moins 24 par balles, dans la tentative d'évasion survenue dans la nuit de dimanche à lundi dans la plus grande prison de la République démocratique du Congo (RDC), à Kinshasa, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur.

« Le bilan provisoire sur le plan humain s'élève à 129 morts dont 24 par balles après sommation », a indiqué Jacquemain Shabani dans une déclaration vidéo transmise à la presse, faisant également état de 59 blessés.

Aucun détail n'a été communiqué sur le nombre de détenus qui ont tenté de prendre la fuite, ni sur les circonstances. Mais en milieu de matinée lundi, le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya assurait à la télévision nationale que la situation était « sous contrôle ».

Selon le bilan donné mardi par le ministre de l'Intérieur, certains seraient morts « par bousculade, étouffement ». Le ministre a également évoqué « quelques femmes violées », sans plus de précision sur leur identité.

Les blessés ont été « pris en charge par le gouvernement pour des soins appropriés », a ajouté M. Shabani.

Une partie des bâtiments du centre pénitentiaire, hébergeant les services administratifs, a par ailleurs été incendiée.

Le ministre de la Justice a indiqué lundi que des enquêtes sont en cours « pour identifier et sanctionner sévèrement les commanditaires de ces actes de sabotage ».

FRANCE/NAUFRAGE DANS LA MANCHE

Au moins 5 morts

Au moins cinq personnes sont mortes mardi dans une tentative de traversée de la Manche par des migrants et plusieurs autres sont dans un état très grave après que leur embarcation clandestine s'est disloquée au large de Boulogne-sur-Mer (nord de la France), ont indiqué les autorités françaises, précisant qu'il s'agissait d'un bilan « provisoire ».

Selon une source proche du dossier, le bilan pourrait atteindre 13 morts, dont 3 mineurs. Un navire affrété par la France, le Minck, avait repéré l'embarcation en difficulté avec plus de 60 personnes à bord et s'est porté à son secours dès qu'elle s'est disloquée, a indiqué le lieutenant de Vaisseau Etienne Baggio aux médias.

La tentative de migrants de traverser la Manche à bord d'embarcations de fortune finissent souvent par échouer, entraînant des dizaines de morts parmi les migrants.

R. I. / Agences

Le match US Monastir-MCA délocalisé à Sfax

Le match aller du second tour préliminaire de la Ligue des Champions d'Afrique entre l'US Monastir et le MC Alger, prévu initialement au stade Hammadi Agrebi de Radés, a été finalement délocalisé dans l'enceinte Tayeb Mhiri de Sfax.

Ce match, programmé le vendredi 13 septembre, a été ajourné au samedi 14 septembre.

Match retour le 21 septembre

L'annonce a été faite ce lundi par le Doyen sur sa page officielle dans les réseaux sociaux, sans toutefois préciser la cause de ce changement de domiciliation. Mais d'après les médias tunisiens, c'est la proximité de la ville de Sfax par rapport à Monastir qui motivé la décision du club unioniste de recevoir le MCA dans l'Est tunisien. Ce qui devrait permettre aux supporters locaux de faire un déplacement moins long que s'il s'agissait de se rendre dans la capitale Tunis, et venir en grand nombre soutenir leur équipe fétiche. Lors du tour précédent, rappelle-t-on, l'USM avait accueilli son adversaire de l'AS PSI (Tchad) à Radés.

Cette nouvelle programmation ne devrait guère chambouler les plans du staff technique dirigé par Patrice Beaumelle, en prévision de ce rendez-vous continental. Le début du mini-stage de préparation est toujours maintenu pour le vendredi, 6 septembre à Tunis. Le retour de la délégation mouloudienne est prévu le soir même du derby maghrébin face à Monastir afin de préparer la manche retour prévue le samedi 21 septembre à Oran, fort probablement.

Athmani promet une autre consécration sur 400 m

Athmani promet une autre consécration sur 400 m (T13). Le Médaillé d'or (100m / T13), Skander Djamil Athmani veut rééditer sa performance dans sa spécialité de prédilection.

«*J*e suis très heureux d'avoir décroché ce titre, c'était une revanche pour moi, car c'est une médaille qui m'avait échappé d'un dixième de seconde lors de la finale de la dernière édition des Jeux (Tokyo). Ce jour-là, en revoyant la course, j'avais constaté avoir fait une erreur que j'ai par la suite corrigé. Aujourd'hui, j'étais tellement confiant que je voulais faire un meilleur temps, mais bon...», s'est réjoui Athmani, non sans se projeter sur sa prochaine épreuve (400 m / T13) dans



laquelle il ambitionne de réussir un autre exploit et offrir une autre médaille en vermeil pour l'Algérie.

Plutôt plus à l'aise sur le 400 m

«*Le 100m ce ne s'est pas ma spécialité, je suis plutôt plus à l'aise sur le 400 m qui est l'épreuve de ma prédilection. Je vais maintenant récupérer et préparer cette course et évidemment pour l'or InchaAllah*», a soutenu Skander Djamil. En attendant donc la course du 400 m (1^e tour), prévue mercredi, et celle de la finale, programmé pour

ce jeudi, huit autres athlètes sont inscrits aux différentes épreuves de ce mardi à l'occasion de la 4^e journée.

Lundi, aucun Algérien n'était concerné par la compétition. Courses de sprint et de demi-fond ainsi que des épreuves de lancer sont au programme des algériens qui devraient concourir dans cinq finales et une demi-finale. Soit un total de huit athlètes qui seront au rendez-vous avec des chances de médaille(s).

5 finales au programme des Algériens ce mardi

Entre autres, Nadia Medjmedj

(lancer du javelot / F56), Baka Abdellatif (1500m / T13), Mohamed Berrahal (200 mètres / T51) et le trio qui se présentera à la finale du concours de poids (F32). Dans cette épreuve, l'Algérie compte quatre qualifiés en l'occurrence Lahouari Bahlaz, Walid Ferhah, Ahmed Mehideb et Abdelhak Missouni. Mais la réglementation des jeux paralympiques n'autorise que la participation de trois athlètes dans la même épreuve. De ce fait, l'entraîneur national sera contraint de sacrifier un de ses lanceurs. Au classement provisoire des médailles après la troisième journée de compétition, l'Algérie pointait à la 23^e position sur 65 pays classés, avec un total de quatre médailles dont deux en or décrochées par Nassima Saifi (disque) et Skander Djamil Athmani (100) ainsi que deux bronzes remportées par Ahmed Mehideb (Club F32) et Lynda Hamri (saut en longueur).

Qualifs-CAN 2025/Algérie-Guinée équatoriale : Les Verts rejoignent le CTN de Sidi Moussa

Les joueurs de l'équipe nationale algérienne de football ont rejoint ce lundi, le Centre technique nationale (CTN) de Sidi Moussa, en prévision du stage de ce mois de septembre (2 au 10 septembre), et qui verra les Verts disputer deux rencontres pour le compte des deux premières journées des qualifications de la CAN 2025, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Le stage débute officiellement avec une première séance d'entraînement prévue ce lundi à 18h00 sur l'un des terrains du centre technique national. Dans le cadre du stage et des activités médiatiques des Verts, une zone mixte sera organisée ce mardi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa à partir de 17h45, selon la même source. La séance d'entraînement sera ouverte durant un quart d'heure pour prise de vue et de photos. La sélection algérienne ralliera la ville d'Oran mercredi à bord d'un vol spécial en vue de son match contre la Guinée Equatoriale prévu le 5 septembre au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00). Une fois sur place, les coéquipiers de Riyad Mahrez effectueront une séance d'entraînement de veille de match sur la pelouse du stade Miloud-Hadefi. A l'issue de la rencontre contre la Guinée équatoriale, les hommes de Vladimir Petkovic reviendront en soirée à Alger pour regagner le Centre technique national de Sidi Moussa pour entamer la préparation de la deuxième rencontre contre le Libéria le 10 septembre à Monrovia (17h00) pour le compte de la deuxième journée des qualifications de la CAN 2025, groupe E.

La sélection algérienne ralliera Monrovia le 8 septembre

La sélection algérienne de football se déplacera le dimanche 8 septembre à Monrovia à bord d'un vol spécial, en prévision de son match de la deuxième journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), prévu le mardi 10 septembre (17h00 / heure algérienne) contre le Libéria, a annoncé lundi la fédération algérienne (FAF). "Le déplacement de la sélection nationale sera précédé d'une ultime séance d'entraînement, prévue dimanche matin (10h00), au Centre technique National de Sidi-moussa (Alger)" a détaillé l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. Le lundi 9 septembre, les Verts seront déjà à pied d'œuvre à Monrovia, et ils effectueront une séance d'entraînement au stade Samuel Doe Kanyons, qui abritera le match contre le Libéria. Mais avant cela, les camarades de Ramy Bensebaïni auront déjà affronté la Guinée Equatoriale dans le cadre de la première journée de ces qualifications de la CAN-2025. Un match prévu le jeudi 5 septembre (20h00) au stade Miloud-Hadefi d'Oran. Le sélectionneur bosnien Vladimir Petkovic a convoqué 26 joueurs pour ces deux rencontres, dont quatre nouveaux visages : le défenseur Naoufel Khacef, du CR Belouizdad, le gardien Alexis Guendouz, du club iranien FC Persepolis, le défenseur latéral Mohamed Farsi, du Columbus Crew (Canada) et le meneur de jeu Amir Sayoud, qui évolue à

Al-Raed, en Arabie saoudite. Un groupe qui enregistre par ailleurs le retour des milieux de terrain Hichem Boudaoui (OGC Nice/France) et Adem Zorgane (SC Cherleroi/Belgique), ainsi que l'ailier Riyad Mahrez (Al-Ahli Djeddah/Arabie saoudite) dont la dernière apparition sous le maillot national remonte à la CAN-2023 en Côte d'Ivoire et qui n'a toujours pas été convoqué depuis l'arrivée de Petkovic sur le banc de l'équipe nationale en février dernier. La première rencontre face à la Guinée Equatoriale sera dirigée par un trio béninois, conduit par Djindo Louis Hounngandande. Il sera assisté d'Eric Aymar Ulrich Ayimavo et Koudogbo Augustin Kougbemede. Le quatrième arbitre est Issa Mouhamed. Le deuxième match contre le Libéria sera dirigé par un trio soudanais, emmené par Mahmood Ali Mahmood Ismail, qui sera assisté dans sa tâche par Mohammed Abdallah Ibrahim et Omar Hamid Mohamed Ahmed. Les coéquipiers du capitaine Aïssa Mandi reprendront ces qualifications les 7-15 octobre prochain contre le Togo, qu'ils défieront en aller et retour, pour le compte des 3^e et 4^e journées. Pour ce qui est des deux dernières journées, elles auront lieu les 11 et 19 novembre. La sélection nationale commencera par se déplacer en Guinée-équatoriale, avant de boucler sa campagne à domicile face au Libéria. Les deux premiers des 11 groupes seront qualifiés pour la phase finale, alors qu'un seul pays se qualifiera pour le tournoi final dans le groupe du pays hôte.

NIGHT RUN



20h10



À Brooklyn, Jimmy Conlon, un tueur à gages fatigué autrefois surnommé 'le Fossoyeur', peine à oublier les crimes qu'il a commis. Pétri de remords, il trouve un semblant de réconfort dans l'alcool. Seul son patron, Shawn Maguire, un chef mafieux, le garde encore sous son aile protectrice. Bientôt son fils Mike, que Conlon n'a pas revu depuis des années, assiste malgré lui au meurtre d'un dealer de drogue albanais, éliminé par Danny, le fils de Shawn.

Liam Neeson retrouve pour la troisième fois Jaume Collet-Serra et cette nouvelle collaboration surpasse les deux autres essais...

HIT MAN



20h11



Gary Johnson, professeur de philosophie à l'Université de la Nouvelle Orléans, est également un fêru d'électronique, ce qui lui vaut, dans son temps libre, de travailler pour la police de la ville quand celle-ci met sur écoute de potentiels criminels, sur le point d'embaucher un tueur à gages. C'est dans ce cadre que Gary doit un jour remplacer inopinément un collègue chargé de se faire passer pour le fameux tueur. Extrêmement convaincant, Gary devient vite le vrai-faux tueur de la police, chargé de démasquer des citoyens prêts à faire assassiner l'un de leurs proches.

L'ECLIPSE



20h10



A l'approche d'une éclipse solaire totale, le village de Bozouls prépare sa fête. Filant le parfait amour avec Nour, Luca reçoit un mystérieux sms qui semble mettre en doute son amour. Pour noyer sa peine, le lycéen rejoint des amis en pleine campagne. Mais un malencontreux accident survient : la fête tourne mal, et Luca tire sur Nour sans faire exprès avec l'arme de service de sa mère. Les jeunes tentent d'aller chercher du secours. Mais quand ils reviennent sur place, le corps a disparu... Les recherches démarrent pour retrouver la jeune fille.

MONK, LE RETOUR



20h10



Confronté à l'échec de l'édition d'un livre, Adrian Monk entretient des pensées suicidaires. A l'occasion du prochain mariage de Molly avec le journaliste Griffin Briggs, le détective retrouve Natalie, désormais remariée, et Randy, récemment devenu grand-père. A la veille de son mariage, Griffin effectue un saut à l'élastique qui se termine tragiquement. Molly est persuadée que c'est le millionnaire Rick Eden qui est responsable de sa mort et demande à Monk de l'aider à prouver cette théorie. Malgré quelques réticence initiales, Monk, qui ne peut rien refuser à sa belle-fille, démarre ses investigations...



LA SELECTION DE MIDI LIBRE

UN BEAU MATIN



19h55



Sandra rend souvent visite à son père, Georg, atteint d'une maladie neurodégénérative. Alors qu'elle s'engage avec sa famille dans un parcours du combattant dans les hôpitaux et les Ehpad pour installer Georg en lieu sûr, Sandra fait la rencontre inattendue de Clément, un ami perdu de vue avec qui s'ouvre une relation passionnée, mais incertaine. Sur un sujet de société, un film touchant et bien interprété mais au scénario un peu attendu.

LA GRANDE LIBRAIRIE



20h07



Chaque semaine, Augustin Trapenard présente ce magazine qui reste au plus près de l'actualité littéraire française et étrangère. Quatre auteurs, aux univers, aux styles et à la popularité différente, sont invités sur le plateau pour parler de leur dernier ouvrage. Romanciers, essayistes, philosophes... reviennent sur leur parcours et leur vision. Augustin Trapenard, en tant qu'amoureux de la littérature, est là pour animer les échanges, généralement autour d'un thème, et présenter les différentes rubriques.

ENQUÊTES CRIMINELLES



20h10



Le 29 mars 2023, la baronne Myriam Ullens est abattue par balles alors qu'elle se trouvait au volant de sa voiture, quittant sa somptueuse propriété près de Bruxelles, en Belgique. Son mari, Guy, un riche entrepreneur désormais retraité, assiste impuissant à cette scène tragique. Cet événement secoue l'ensemble de l'aristocratie européenne. Avec une fortune estimée à plusieurs centaines de millions d'euros, Guy et Myriam Ullens étaient connus pour accueillir le gotha et même des têtes couronnées lors de soirées mondaines, de croisières sur leur yacht ou de séjours dans leur chalet en Suisse...

CASTLE POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE



20h05



Michelle Twohey, avocate spécialisée dans le divorce de femmes de la haute société new-yorkaise, est retrouvée morte dans sa voiture. Tuée à l'aide d'un pic à glace, elle tient dans ses mains les coordonnées d'un homme. Ryan et Esposito ont pour tâche de retrouver l'homme en question, ce qui les met sur la piste d'un médecin légiste. De leur côté, Beckett et Castle interrogent le petit ami de la victime qui semble ne rien avoir d'utile à leur apporter. Parallèlement, les deux amoureux voient leur quotidien chamboulé par l'arrivée de Meredith, l'ex-femme de Richard.

| | | | |
|--|--|---|--|
| <p>Web : www.lemidi-dz.com</p>  <p>Quotidien national d'information</p> <p>Gérant : Reda Mehigueni e-mail : publicite@lemidi-dz.com</p> <p>Rédactrice en chef: Kahina Hammoudi e-mail : redaction@lemidi-dz.com</p> | <p>Standard : 021.66.22.65 Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65 Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65 publicite@lemidi-dz.com Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP 01, Avenue Pasteur, Alger Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p> | <p>Impression : Centre : SIA Diffusion : Midi Libre</p> <p>EURL Midi Libre au capital social de 12.000.000 DA Compte Bancaire : SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16</p> <p>Adresse : Maison de la presse 1^{er}- Mai Alger.</p> | <p>La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.</p> |
|--|--|---|--|

| | |
|---------|-------|
| Fadjr | 04:45 |
| Dohr | 12:47 |
| Asr | 16:23 |
| Maghreb | 19:11 |
| Icha | 20:36 |

LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

8000 POSTES D'EMPLOI CRÉÉS



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a présidé, avant-hier et hier mardi, une série de réunions de coordination et d'orientation consacrées au suivi de l'état d'avancement des travaux du projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf-Ghara Djebilet sur une distance de 950 km.

Cette réunion s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, du Directeur général de l'Agence Nationale d'Etudes et de Suivi de la Réalisation des Investissements Ferroviaires (ANESRIF), en sa qualité de maître d'ouvrage agréé, des PDG des groupes GITRA - GITRAMA, Cosider-GCB-GEICA, en plus d'en-

treprises de réalisation nationales et étrangères, précise un communiqué du ministère. Au cours de cette réunion, le ministre a apprécié les efforts déployés par les entreprises de réalisation en mobilisant tous les moyens humains et matériels en vue de mettre en œuvre ce projet stratégique qui permettra le développement et le renforcement de l'économie nationale, ainsi que sa contribution à la dynamique du développement économique et social dans le sud-ouest du pays et au renforcement des capacités nationales dans le domaine des infrastructures de base. Dans ce contexte, le ministre a exprimé sa satisfaction quant au taux d'avancement des travaux de ce projet prometteur au niveau de ses trois wilayas à travers son suivi quotidien du rythme des travaux et le strict respect de toutes les étapes techniques d'achèvement, soulignant l'importance de pour-

suivre efforts et de mobiliser tous les moyens pour soutenir les ateliers avec les équipements nécessaires, tout en travaillant au renforcement des mécanismes de coordination entre les différents partenaires chargés de la réalisation du projet de la ligne ferroviaire, notamment les bureaux d'études et les laboratoires nationaux. Le ministre a également donné des directives et instructions exigeant la nécessité de respecter les normes de réalisations internationales tout en garantissant la qualité des travaux, ainsi que d'œuvrer à réduire les délais de réalisation afin de livrer cet important projet avant la date contractuelle. Enfin, le ministre a souligné la nécessité pour les entreprises de privilégier la priorité à la main-d'œuvre locale et de bénéficier de programmes de formation, étant donné que le nombre de postes créés dans le cadre du projet 8.000 postes entre travailleurs et cadres.

DÉCÈS DE SALIM HOSS Goudjil signe le registre des condoléances au siège de l'ambassade du Liban

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a signé hier au siège de l'ambassade du Liban à Alger, le registre de condoléances suite au décès l'ancien Premier ministre libanais Salim Hoss.

« C'est avec une profonde affliction que nous avons appris la nouvelle du décès Salim Hoss, ancien Premier ministre libanais. En cette douloureuse épreuve, je tiens à vous adresser, au nom du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, du peuple algérien et en mon nom personnel, les condoléances les plus attristées, et les sentiments de compassion et de sympathie les plus sincères », a notamment écrit Salah Goudjil.

Salim Hoss, décédé fin août dernier, a dirigé plusieurs gouvernements à des périodes difficiles de la guerre libanaise (1975-1990), notamment à la fin des années 80, à une période où le pays était déjà privé de chef d'Etat.

RÉUNION MINISTÉRIELLE DU FORUM SUR LA COOPÉRATION SINO-AFRICAINE ATTAF PARTICIPE À PÉKIN À LA 9^e SESSION

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a pris part, hier à Pékin (Chine), à la 9^e session de la réunion ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, coprésidée par les ministres des Affaires étrangères de la Chine et du Sénégal, indique un communiqué du ministère. Cette réunion "a été consacrée à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'agenda de partenariat sino-africain, en particulier les différentes activités de coopération et les programmes d'échanges convenus dans différents domaines économique, social, scientifique et culturel", précise le communiqué. Selon la même source, cette réunion a également permis « d'examiner les projets des recom-

mandations issues du sommet sino-africain prévu les 5 et 6 septembre, en particulier le projet de la déclaration commune et le projet du programme exécutif couvrant la période de 2025 à 2027 ». En marge de cette réunion, M. Attaf a eu des entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues africains, notamment les ministres des Affaires étrangères de la Tunisie, de la Mauritanie, de la Libye, du Kenya, de l'Ouganda, de la République du Congo, du Nigeria, du Bénin, de la Tanzanie, de Djibouti, de la Somalie, et de la République centrafricaine. Ces « rencontres s'inscrivent dans le cadre du dialogue régulier et de la coordination sur les questions et les sujets d'intérêt commun », conclut le communiqué du ministère.

ALGER

Démantèlement d'un réseau spécialisé dans la falsification de visas

Les éléments la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains (Sûreté de wilaya d'Alger), ont arrêté quatre individus impliqués dans la facilitation de visas. L'affaire a débuté après l'arrestation d'un voyageur à l'aéroport Houari Boumediene qui tentait de voyager avec un passeport muni d'un faux visa. Les investigations ont permis l'arrestation de trois autres suspects. Au cours de cette opération, 6 faux visas de voyage, 11 passeports, outre des faux sceaux administratifs, ont été saisis, pour un montant de 16 millions et 400 000 dinars. Après avoir accompli les procédures judiciaires, les suspects ont été déférés devant le parquet territorialement compétent.

ROUTE DE DJEBAHIA, TRONÇON DE LA MORT

Une réunion d'urgence à Bouira sur les causes des accidents

En raison de la multiplication des accidents de la circulation mortels au niveau du tronçon Lakhdaria-Bouira, notamment au niveau de la descente de Djebahia, une réunion de coordination s'est tenue au siège de la Direction des travaux publics de la wilaya de Bouira, avec les différents acteurs de l'autoroute Est-Ouest pour étudier les causes des accidents de la circulation sur ce tronçon et trouver des solutions. La réunion a été présidée par le Directeur des Travaux publics, en présence du commandant de la compagnie de sécurité routière de la Gendarmerie nationale, des représentants de la protection civile, du directeur des transports et des représentants de la Société algérienne des autoroutes, où les causes ayant conduit à les accidents de la route fréquents sur cette descente ont été discutés. La plupart des causes ayant conduit aux accidents mortels étaient la surcharge des véhicules lourds qui affecte le système de freinage et provoque l'usure des lisières, le non-respect des feux de circulation, ainsi que le dépassement de la vitesse autorisée et des manœuvres dangereuses. La forte densité du trafic, environ 73 000 véhicules par jour dont 19,4 % sont des véhicules lourds, est aussi incriminée. Au cours de la réunion, plusieurs solutions ont été proposées, notamment la réduction de la vitesse autorisée sur ce tronçon et la limitation de la charge des camions.

CRAAG

Secousse tellurique de 2,3 degrés à Médéa

Une secousse tellurique de magnitude 2,3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré hier à 11h45 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 7 kilomètres au Sud-ouest de la commune d'El Ammaria (wilaya de Médéa), précise la même source.